

LA GAUCHE DE DEMAIN SERA GIRONDINE



LA GAUCHE DE DEMAIN SERA GIRONDINE

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

**LA GAUCHE DE DEMAIN
SERA GIRONDINE**

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Jean-Christophe Cambadélis est vice-président du Parti socialiste européen (PSE). Après avoir été secrétaire national du Parti socialiste aux relations internationales et à l'Europe, il en prend la tête d'avril 2014 à septembre 2017. Ancien député de Paris, il a publié notamment *Chronique d'une débâcle* (Archipel, 2017), *Brissy-sous-Bois ou les Oubliés de la République* (Fondation Jean-Jaurès / FEPS, 2016), *À gauche, les valeurs décident de tout* (Plon, 2015), *Le Génie du socialisme. Un siècle d'avancées et de divisions...* (Plon, 2008).

INTRODUCTION

Novembre 2014. Nous nous réunissons au Parti socialiste pour discuter des derniers amendements à apporter à notre nouvelle charte d'identité. Marie-Noëlle Lienemann, représentante de l'aile dite gauche, prend la parole : « Nous ne pouvons pas voter cette charte car la formule “parti progressiste” nous renvoie à Tony Blair. » J'indique qu'ainsi nous n'irons pas au bout de notre Bad Godesberg. Je propose que nous affirmions au moins que nous incarnons la social-écologie. Je lui demande : « Si nous retirons cette formule, voterez-vous cette charte ? – Oui. » Résolution votée à l'unanimité. Révolution manquée à l'unanimité. Premier secrétaire, je me suis ainsi trompé. J'ai stérilisé les idées qui étaient les miennes au nom de la stabilité interne, estimant qu'au pouvoir il fallait minimiser les tensions et maximiser l'unité. J'ai donc fait le choix de l'appareil et j'ai eu tort. François Mitterrand m'avait pourtant prévenu en aparté : « La vie est plus forte que les partis. » J'ai fait fausse route. Mais il n'est jamais trop tard. Alors place à la vie, place aux idées.

Si à gauche tout commence par les valeurs, les idées irriguent les cœurs et les têtes. Nous les prenons au sérieux car elles dirigent le monde. Elles permettent la vie en commun, de nommer les choses, d'appréhender le réel. Alors, sans surprise, la crise de notre monde, à la fois crise du commun, crise de l'humain et crise du certain, est avant tout une crise des idées. La crise d'une idée en particulier : l'idée socialiste. Il s'agit d'une belle et grande idée. À quoi reconnaît-on une grande idée ? Au fait qu'elle donne naissance à d'autres : idée de justice,

de partage, d'instruction publique. Idée de culture aussi, de loisir, de laïcité. Idée de la France.

Dans un monde où domine la rationalité financière, où les nombres ont tué les concepts, où la vérité ne semble plus être qu'une opinion parmi d'autres, deux idéologies ont surgi, qui se nourrissent l'une l'autre : la raison technocratique et le national-populisme. Les leaders progressistes sont tombés dans le piège et ont abaissé le degré d'exigence politique de leurs principes, négligeant de définir et d'exprimer ce qu'ils veulent pour la France, pour l'Europe et pour le monde. La société ayant – comme la nature – horreur du vide, les idées marchandes, raciales et religieuses se sont infiltrées dans les têtes, puis dans les débats et de plus en plus dans les urnes.

Emmanuel Macron, qui possède indéniablement la science de son époque, qui a perçu la perte de vitesse des partis, mais avant tout celle des idées politiques, a été pour ainsi dire l'homme de la situation. Il a su en tirer avantage pour imposer son programme : organiser la modernisation libérale de la France et l'aligner sur les standards de la mondialisation occidentale. Emmanuel Macron a une grande idée : celle d'une désidéologisation du débat. Ainsi, plus besoin de débat politique puisque la rationalité technocratique va de soi et doit s'imposer pour pouvoir enfin régler les problèmes des Français. C'est ainsi, Emmanuel Macron ne se situe ni à gauche, ni à droite mais au centre... du cercle de la raison. Et il peut compter sur le soutien inconditionnel des élites médiatiques qui nous expliquent qu'il doit à tout prix réussir, sans quoi ce sera le Front national. Dans ce contexte, toute contradiction est ravalée à une incapacité à défendre l'intérêt général, confondu avec la rationalité technocratique, tout conflit est assimilé à un crime de lèse-majesté préparant le terrain du national-populisme. Fort de ce consensus des élites qui tourne en boucle, Emmanuel Macron avance droit, la tête haute, bénéficiant d'un état de

grâce médiatique persistant, jetant de temps en temps un regard désinvolte sur des adversaires encore groggys. Et pourtant, sous le couvercle des apparences, la réalité bout lentement. Emmanuel Macron le sent bien mais a décidé d'emprunter le chemin d'un jacobinisme absolu mis au service d'un libéralisme revendiqué. À vrai dire, il joue son va-tout sur cette ligne, car il n'en a pas d'autre.

Le président des riches et ce gouvernement de riches¹ sont assez pauvres en idées nouvelles pour animer leurs lignes d'action. Ils manquent sacrément d'imagination et ont puisé leurs premières mesures dans les tiroirs de l'Inspection des finances, où s'empilent depuis vingt ans les mêmes recommandations. Le nouveau président ne jure que par les objectifs et les méthodes du privé. Au lieu de faire le choix de l'intelligence collective et des territoires, il fait le choix du marché, lui abandonnant des pans entiers de missions d'intérêt public. Derrière un discours de volontarisme qui n'est pas sans rappeler l'hyperactivisme de Nicolas Sarkozy, la politique macroniste concrète est dépourvue de volonté réelle sur l'écologie, sur la fracture sociale ou encore sur la laïcité car ces sujets renvoient à un débat politique. Et il faut cesser de faire croire que son « en même temps » est le signe d'un équilibre habile entre les attentes des Français, alors qu'il n'est qu'un avatar de l'art de la synthèse que pratiquait François Hollande. Mais il ne s'agit pas en l'occurrence d'un savant 50/50, il s'agit à chaque fois de camoufler sa politique libérale sous un aimable vernis : les ordonnances et en même temps le renforcement du dialogue dans l'entreprise, la suppression des emplois aidés et en même temps le plan pour le soutien aux associations, la taxe d'habitation et en même un pacte girondin...

1. D'après l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) dans une étude publiée en janvier 2018, « les 5 % de ménages les plus aisés capteraient 42 % des gains » liés aux réformes engagées depuis juin 2017 (OFCE, *Budget 2018 : pas d'austérité mais des inégalités*, 15 janvier 2018).

Tout est là, dans ces contradictions permanentes, le nouveau président avance masqué, car il sait que sa politique libérale prétendument dépolitisée irrite profondément les Français. Cette façon de brouiller volontairement les cartes crée une situation artificielle et, à terme, intenable. En effet, ces « en même temps » variés fonctionnent comme autant d'injonctions contradictoires qui déstabilisent profondément nos concitoyens. Aux élus de la République, il dit : « Faites plus avec moins. » Aux salariés : « Plus de dialogue mais moins de garanties. » Aux Français : « Il faut être fier de la France mais il faut complètement la changer ». Oui, ces injonctions contradictoires déstabilisent mais, surtout, elles perturbent le sens même de ce qu'est la France en reléguant la politique au rang d'accessoire gênant, alors que c'est précisément la politique qui a fait la France, cette ode à la liberté alliée à la passion de l'égalité et à l'esprit de fraternité.

Pour autant, le nouveau président peut chambouler la France tranquillement, car force est de constater qu'à droite comme à gauche c'est la fragmentation à tous les étages. Emmanuel Macron est un président fort dans son aura, car sans adversaires et sans alternatives face à lui. Tant que les Français ne distingueront pas un autre chemin pour la France, un nouvel espoir de changement et des personnalités pour l'incarner ; tant que les élites françaises seront dans le double rejet des populistes de droite ou de gauche, une situation artificielle mais aux effets bien réels fera d'Emmanuel Macron le point d'équilibre indispensable d'une France qui reste en déséquilibre. Il restera le meilleur, mais faute de mieux. Tout son art consistera à éviter une coagulation des oppositions, telle celle qui a fait chuter l'Italien Matteo Renzi. Emmanuel Macron va se servir des populismes et de droite et de gauche pour se maintenir au pouvoir, instrumentaliser Marine Le Pen comme Jean-Luc Mélenchon, parfois aussi Benoît Hamon et sans doute Laurent Wauquiez. Il est pourtant une évidence qui devrait nous

saisir, notamment à gauche : Emmanuel Macron a laissé tomber le progressisme dont il s'est servi pour mener campagne. Il l'a abandonné de fait par sa politique, et c'est une magnifique occasion pour nous de relever le gant.

Certes, l'idée et l'espace du progressisme sont disloqués, et notre époque n'est plus celle des années 1960 et de ses défis, encore moins celle des années 1930. De fait, le progressisme doit se reformuler pour retrouver sa force propulsive et attractive. Surtout, il ne faut pas se tromper d'objectif : il ne s'agit pas seulement de reconstruire un parti, mais également un espoir. Oui, nous y revoilà, il va falloir des idées nouvelles, non par attrait de la nouveauté, mais par amour des idées. Et nous ne devons pas faire preuve de fétichisme en la matière car les idées neuves sont avant tout des idées qui tuent... d'autres idées, en les reléguant, en les ringardisant puis en les remplaçant. Pour paraphraser Karl Marx, disons que les socialistes ont jusqu'à présent passé leur temps à interpréter le socialisme. Il s'agit aujourd'hui de le transformer.

Il va falloir des idées claires et qui éclairent. Depuis trop longtemps, nous cherchons à arrondir les angles, nous avons confondu « réformiste » avec « modéré ». Il nous faut annoncer la couleur. Pour rassembler les électeurs de gauche aujourd'hui, il faut être identifiable, trancher les sujets, prendre position plutôt que de chercher sans cesse le bon positionnement, forcément à mi-chemin, forcément mi-figue mi-raisin. Il faut dire ce qui est, mais surtout ce que nous voulons. Affirmons-le : nous voulons une autre France. Une France en phase avec ses racines et avec son temps, une France arrachée aux tenants de la décadence nationale-populiste et de la froideur technocratique. Une France qui se débarrasse de tout ce qui l'entrave, de cette intolérance au nouveau et à l'avenir, une France qui fait sa place à chacun, aimante et émancipante, décente, numérisée et décentralisée.

Ce court essai se propose d'esquisser cette autre France. Tout d'abord, je présenterai la philosophie politique qui sous-tend ce projet de société, un nouveau progressisme. Ensuite, je décrirai la méthode qui me paraît indispensable pour bâtir cette autre France, celle d'une révolution décentralisatrice. Enfin, j'énoncerai clairement ce en quoi je crois, sous la forme de 21 convictions, pour rappeler que la politique n'est pas une science de gestion mais la science des choix. Le débat entre gauche de contestation et gauche d'accompagnement est dépassé. Il convient de proposer un nouveau dessein, réaliste dans son chemin et radical dans son but. Ce réalisme radical permettra de changer la gauche, pour mieux changer la France. Le message de ce livre est au fond assez simple : pour refonder le progressisme et repenser la France, pas de pudeur comme celle de Marie-Noëlle Lienemann, point de pleurs sur les erreurs passées, mais surtout pas de peur pour aborder demain.

REFONDER LE PROGRESSISME

Depuis les premières lois sociales adoptées par les gouvernements sociaux-démocrates formés en Europe dans les années 1930, le progressisme est dominé par une doctrine économique : le keynésianisme. En bref, cela désigne l'intervention d'un État providence qui tout à la fois stimule la consommation et permet de réaliser la promesse d'égalité. À la suite de ces gouvernements, partis, syndicats et associations trouvaient dans l'extension continue de l'État providence et des normes sociales progressistes un moyen d'existence tout autant que de conscience. Grâce aux partis – plus ou moins – de masse, aux syndicats puissants, à des intellectuels forces de proposition, ce modèle s'est affirmé après 1945 et jusqu'au début des années 1970. C'est ici que s'introduit une seconde dimension, plus politique : l'anti-impérialisme, fils du campisme – l'URSS contre l'empire américain – et qui se manifeste dans la lutte contre la guerre du Vietnam. Cela aboutit aux grands mouvements de décolonisation partout dans le monde et s'accompagna de l'émergence d'un individualisme exigeant l'extension des libertés individuelles, et notamment de mœurs. Le tout alla de pair avec un consumérisme, un hédonisme et l'image d'une société promise à un progrès universel se matérialisant par l'accumulation de richesses et de loisirs.

C'est ce modèle qui est entré en crise avec l'émergence d'un néolibéralisme accumulant des liquidités surabondantes, cherchant à réaliser un profit maximal hors de la production de biens. L'effondrement de l'Union soviétique et la réalisation d'un marché

mondial transnational ont étendu encore un peu plus le domaine du marché, unifiant standards de consommation et de production culturelle. Le développement de couches moyennes dans les pays émergents a amplifié ce phénomène, ce qui n'a pas empêché la mondialisation de déployer sans complexes une logique radicalement inégalitaire, s'accompagnant d'une accumulation considérable de capital, avec un pôle de super-riches toujours plus riches. Dans ce déploiement a enfin émergé la conscience d'une planète en danger, par l'effet du réchauffement climatique mais surtout, au fond, par un progrès prédateur, détourné de son lit par un capitalisme sans conscience prêt à vendre terres et mers pour faire du profit. Ce déploiement du marché a aussi eu un impact direct sur une construction européenne abandonnée au libéralisme financier le plus orthodoxe, alors même que le progressisme avait fait de l'Europe la nouvelle échelle du progrès.

Dans le même temps, un retournement considérable a eu lieu, bousculant un progressisme libertaire et le paradigme de l'humanité joyeuse. Il y eut ainsi le choc du sida, interpellant l'individualisme sans contraintes et laissant la mort s'inviter à la table du progrès des libertés. Puis advint un autre grand choc, le 11 septembre 2001, l'émergence d'un terrorisme islamiste radical et transnational, qui fut l'expression d'une violente contestation du modèle occidental, mais aussi la manifestation emblématique de l'effondrement du consumérisme à travers deux tours qui le symbolisaient. La crise des subprimes en 2008 a contribué à cette chaîne d'événements où tous les vecteurs de l'extension absolue et sans contraintes de la finance ont connu un arrêt brutal. Un fort mouvement de rejet s'est installé dans les démocraties occidentales, aux niveaux économique et politique. Le monde occidental qui dominait la planète depuis le XVI^e siècle s'est vu tout à coup relativisé. Et les dominés d'hier sont aujourd'hui ceux qui rachètent les fleurons industriels du monde occidental.

Le choc est aussi immense dans l'opinion, mais peu analysé. En France, personne n'a par exemple véritablement réfléchi à l'impact psychologique du rachat d'une partie de la sidérurgie française par l'aciériste indien Mittal. Ce ne fut pas qu'un problème juridique d'acquisition industrielle, ce fut aussi une blessure profonde dans l'imaginaire et pour le narcissisme français. Ce qui est valable pour la France l'est tout autant en Angleterre – un peu moins en Allemagne – et dans de nombreux pays du monde dit occidental. Banques, industries, clubs de football..., un certain métissage capitaliste – même s'il reste sous la domination des pays du Nord – est à l'œuvre sous le regard impuissant des peuples dépossédés de leur destin par une mondialisation qui peine à être heureuse.

Dans ce contexte, la social-démocratie, fille aînée des Trente Glorieuses, perd tous ses repères. Elle se déchire. D'un côté, il y a ceux qui veulent accompagner la mondialisation pour la maîtriser, cherchant à substituer à cette perte de progrès un nouveau progressisme dans les mœurs ou, autre variante, à accompagner la mondialisation tout en revendiquant un conservatisme plus ou moins républicain. De l'autre, se trouvent ceux qui veulent résister en campant sur les positions d'hier, les neurones dans les années 1970, reproduisant *ad vitam æternam* les luttes d'hier sur les réseaux sociaux d'aujourd'hui. Parmi eux, certains veulent mener la guerre sociale en mettant à bas le système via un populisme dit de gauche.

En crise. Oui, bien entendu, le progressisme français est en crise. Il peut même se vanter d'être l'un des malades les plus auscultés. On se presse à son chevet pour décrire, avec force détails, cette lèpre qui paraît le ronger. Les chroniqueurs-médecins sont légion. Les tables des dîners en ville deviennent des tables de dissection. Chacun y va de son diagnostic, chacun délivre sa prescription. Les Diafoirus ne manquent pas, même parmi les progressistes. Il y a les tenants du clystère et de la

saignée, convaincus qu'on ne se renforce qu'en s'épurant. Il y a ceux qui invoquent la libéralisation manquée, persuadés qu'on ne s'étend qu'en se reniant. Assurés de détenir la clé, et par conséquent de connaître la composition du bon remède, ils sont confortés par des chœurs assemblés sur mesure, qui n'hésitent pas à reprendre à leur suite : *Bene, bene respondere*¹.

Soyons franc : le malade n'est pas imaginaire. Mais un peu de modestie s'impose. Ce que traverse le courant progressiste ne sera ni compris, ni résolu en un jour. Encore moins en quelques pages. Un peu de méthode s'impose aussi : posons des questions avant d'asséner des certitudes, qui forment autant d'habitudes. Une crise, ce sont d'abord des symptômes. Les résultats électoraux des familles politiques qui se revendiquent du progressisme sont les plus lisibles. Pas une n'est en dynamique ; toutes connaissent un reflux, parfois brutal. Le PASOK ? La formation fondée par Papandréou père après la chute de la dictature des colonels en Grèce en août 1974 ne pèse plus aujourd'hui que 6 % des voix². On l'a cru un temps menacée par une formation centriste, To Potami, pour être finalement balayée par une formation de gauche radicale, Syriza, qui a aspiré la majorité de ses cadres, avant d'être à son tour aujourd'hui en crise. Le PvdA hollandais ? Après avoir gouverné en coalition avec la droite libérale, il plafonne aujourd'hui à 6 %³. Le SPÖ autrichien ? Il est le spectateur affligé mais impuissant du retour de l'extrême droite au pouvoir, dans le silence assourdissant d'une Europe figée. Et puis il y a la France, avec les 6,3 % de Benoît Hamon à l'élection présidentielle de 2017 et les 8,5 % des socialistes et de leurs alliés aux élections législatives. Dans la nasse électorale, seul le parti

social-démocrate suédois surnage aujourd'hui, sous la houlette de Stefan Löfven, au prix, sans doute, d'un conformisme gestionnaire, après avoir connu une traversée du désert d'une dizaine d'années – un éloignement du pouvoir exceptionnel pour le SAP.

Ces symptômes, que nous disent-ils ? Que la crise du progressisme – c'est une première hypothèse – est la conséquence logique d'une compromission du camp du progrès avec le capitalisme globalisé. Les progressistes auraient creusé leur propre tombe en concevant l'idéologie néolibérale, qui promeut l'individu entrepreneur de soi-même comme une forme d'aboutissement du projet d'émancipation qu'ils portent depuis les origines. En France, la deuxième gauche en particulier aurait joué le rôle « d'idiot utile » du capitalisme : en voulant s'appuyer sur les dynamiques de la société civile, elle aurait introduit le ver dans le fruit, parce qu'elle n'aurait pas vu à quel point les politiques néolibérales avaient refaçonné les attentes des Français¹ : rien ne sert d'attendre la distribution des richesses pour obtenir un confort matériel, dette et marché permettraient plus rapidement d'accéder aux biens. Le temps de la crise venu, le camp du progrès aurait perdu le soutien de son électorat et sa légitimité à faire entendre une critique du capitalisme financiarisé, qui pourtant s'imposait. Emportés, les Zapatero et les Sócrates, disparus les Blair et les Brown, balayés par la loi Travail, les Hollande et les Valls ! En somme, ils étaient trop de droite. Pour gagner à nouveau, il faudrait donc donner un coup de barre à gauche. C'est la conclusion à laquelle parviennent certains défenseurs de cette hypothèse, qui se réfèrent aux performances électorales de Bernie Sanders aux primaires du parti démocrate américain en 2016, de Jeremy Corbyn aux législatives britanniques de 2017, ou au score de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle française la même année. Les

1. Pour reprendre la citation du *Malade imaginaire* de Molière (1673).

2. La « Coalition démocratique » (PASOK-DIMAR) a obtenu exactement 6,28 % aux élections législatives de septembre 2015.

3. Le PvdA a obtenu 5,7 % aux élections législatives du 15 mars 2017.

1. Michaël Foessel développe cette analyse dans une tribune de *Libération* : « De Rocard à Julliard, vie et mort de la deuxième gauche », *Libération*, 25 janvier 2011.

progressistes, pour retrouver leur dynamique, devraient donc retourner aux origines.

Mais que dire alors du succès du Partito Democratico italien, issu de l'aile gauche de la Démocratie chrétienne et de la fusion des petites formations de gauche et de centre-gauche issues du Parti communiste italien ? Comment comprendre le succès d'un Justin Trudeau au Canada ? Comment interpréter – sans pour autant y adhérer – le fait que le macronisme se revendique du progressisme ? Dans le camp du progrès, il existe donc une autre hypothèse : s'il y a crise, c'est parce que les partis et mouvements qui s'en revendiquent n'ont pas su s'aligner sur les attentes d'une société civile acquise au libéralisme et qu'ils n'ont pas pris conscience du fait que le rôle de la puissance publique n'était plus d'assurer l'égalité des places mais l'égalité des chances. En la matière, deux positions coexistent, et les résultats électoraux ne permettent pas nécessairement de les départager.

Cela nous conduit à un autre symptôme : la division des forces progressistes. Elle n'est pas nouvelle ; elle est même un trait fondamental du camp du progrès. C'est pourquoi l'union de la gauche a toujours été un axe stratégique majeur. Or, ce que nous montrent les derniers résultats électoraux, c'est une fragmentation jamais atteinte par le passé. Là encore, les Pays-Bas en offrent un bon exemple : aux côtés du PvdA, le nouveau parti Denk, fondé par d'anciens élus travaillistes pour représenter les Néerlandais d'origine étrangère, a conquis trois sièges aux élections législatives de 2017. GroenLinks a atteint les 9 %, tout comme le Parti socialiste, héritier du mouvement communiste hollandais. Et à la droite des travaillistes, les Démocrates 66, parti social-libéral, disposent de 19 sièges. Certes, le système électoral néerlandais, à la proportionnelle intégrale, implique des coalitions. Mais, si elles avaient été unies avant les élections, ces forces n'auraient-elles pas connu un meilleur succès ?

En France, la multiplicité des candidatures se revendiquant du camp de la gauche – du PC jusqu'au PRG en passant par La France insoumise, EELV et le PS – s'est avérée fatale. A contrario, unie, la gauche paraît aujourd'hui capable de faire front : les régionales de 2015 l'ont montré. C'est l'union qui a permis à la liste conduite par François Bonneau de l'emporter au second tour en Centre-Val de Loire avec 35,43 % des voix. L'union encore qui a permis à Marie-Guite Dufay de conserver la Bourgogne-Franche-Comté à gauche, dans une triangulaire inédite où le résultat s'est joué à 15 000 voix. Le succès de la coalition conduite par le Premier ministre socialiste António Costa au Portugal en témoigne encore. D'un point de vue strictement arithmétique, une coalition progressiste aurait pu voir le jour en Espagne. Si l'unité avait été nouée entre Podemos et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), avec le concours de quelques formations régionalistes, les conservateurs, affaiblis par des affaires de corruption, n'auraient pu se maintenir au pouvoir. Le secrétaire général du PSOE Pedro Sánchez s'est d'ailleurs efforcé de nouer cette alliance, bruyamment contestée par une partie de son camp, ce qui a valu à ce parti un congrès sanglant. Est-ce cet axe stratégique qui manque aux progressistes pour surmonter la crise ? L'union de la gauche a toujours été un combat. Je l'ai suffisamment pratiquée pour le savoir. Mais force est de constater qu'elle se heurte aujourd'hui à trois limites.

La première tient au fait que, même uni, le bloc de gauche demeure faible en France. Aux régionales de 2015, il atteignait 35 % des voix au premier tour, toutes forces confondues. Certes, la politique est affaire de dynamique, et non d'arithmétique. Il n'empêche : lorsqu'on ne pèse qu'un tiers de l'électorat, comment prétendre à l'hégémonie ? C'est cette faiblesse qu'a exploitée Emmanuel Macron pour imposer sa recomposition : le déplacement du centre de gravité progressiste vers le centre.

La deuxième limite est liée au fait que, derrière ces divisions, se cachent a minima des divergences, a maxima des concurrences. La gauche radicale ne désire pas s'allier avec la gauche sociale-démocrate pour faire naître un front progressiste, ni même avec la gauche communiste : elle cherche à les supplanter. Elle ne recherche pas l'hégémonie des progressistes, elle revendique l'hégémonie politique *pour elle seule*. Théorisée par Ernesto Laclau dans *La Raison populiste*¹, que Jean-Luc Mélenchon ou le secrétaire général de Podemos Pablo Iglesias se sont fait fort de mettre en pratique, cette opération consiste à faire d'une « composante partielle » « la seule totalité légitime² ». La stratégie défendue est donc orthogonale à celle de l'unité. Au clivage gauche/droite, elle substitue le clivage peuple/élite ou le clivage « les gens » (*plebs*, comme dit Ernesto Laclau) versus « l'oligarchie » à partir d'une base politique, sociologique étroite. Aussi étroite que celle d'Emmanuel Macron. Elle unit les électeurs non pas autour d'un oui, mais sur un non. Elle ne rassemble pas autour d'une conviction, mais sur une éviction. Tous ceux dont les revendications particulières n'ont pas été entendues par le pouvoir peuvent légitimement se reconnaître en elle. Quant au Parti socialiste, il a vu s'affronter dans le combat sanglant des primaires l'aile gauche contre l'aile droite. Cet affrontement a durement entamé l'*affectio societatis* des militants, risque identifié par Henri Emmanuelli dès 2005 : « Je vous mets tous en garde, nous a-t-il dit un jour : si vous voulez que le Parti socialiste prenne son envol [...], il lui faut deux ailes, avec le corps au centre, sinon, ça ne marche pas³. » Un centre écrasé sous le poids de deux ailes hypertrophiées, qui ont fini par vouloir voler d'elles-mêmes : drôle d'oiseau que le Parti socialiste.

1. Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

2. Cité par Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte, 2017.

3. Henri Emmanuelli, intervention au Conseil national du Parti socialiste, 9 juillet 2005.

Troisième limite : les forces progressistes de la société civile sont vivaces, mais dispersées. Elles reposent sur un engagement monocausal. On se bat pour une revendication ; pour la reconnaissance d'une identité ; pour un objectif. Mais cet engagement est ponctuel. Il part de soi, il repose souvent sur « ce qui compte pour moi ». Il ne procède pas d'une vision du monde partagée. Il ne donne pas naissance à un projet de société. Il prend acte de la fin des grands récits. Cette division, la gauche radicale en est consciente : c'est pourquoi elle recherche l'intersectionnalité des luttes, leur convergence ou un « universel vide », comme l'a théorisé le philosophe Étienne Balibar¹, dans lequel chaque progressiste, constatant une injustice, peut mettre ce qu'il veut y mettre. Cet éclatement déborde le progressisme lui-même. Puisqu'il n'existe plus de vision partagée, chaque mouvement, chaque institution, chaque structure propose son propre projet de société. Même les entreprises. Le commun est un petit commun. Jusqu'à l'individu.

À la lumière de cet examen, une évidence s'impose : on ne soignera pas le malade en traitant uniquement ses symptômes. Le mal est plus profond. Pour le traitement, c'est au malade lui-même qu'il va falloir s'intéresser. Ce qui oblige à poser la question la plus taboue : sa raison d'être est-elle atteinte ? Son combat est-il achevé ? Vaste chantier. Commençons par le commencement : dans « progressisme », il y a « progrès ». Le progressisme, nous rappellent les linguistes, est « une doctrine ou une attitude se fondant sur l'idée de progrès continu et ascendant de l'homme² ». Progrès technique, progrès économique, progrès social, progrès démocratique sont à conjuguer, au bénéfice d'une ambition : le progrès humain. C'est d'ailleurs ce progrès humain que

1. Voir par exemple Étienne Balibar, *Des Universels*, Paris, Galilée, 2016.

2. Voir la définition de « Progressisme » sur la page du site internet du Centre national de ressources textuelles et lexicales.

nous avons inscrit, nous les socialistes, au frontispice de notre charte des valeurs issue de nos derniers états généraux en décembre 2014.

Commençons par le progrès technique. Il est évidemment au cœur de nos sociétés industrielles et postindustrielles, qui forment le terreau sur lequel le socialisme a pris naissance. Il continue de l'être, avec les révolutions numérique, biotechnologique, nanotechnologique, etc. qui nous façonnent et nous refaçonnent, individuellement et collectivement. Il s'agit bien, d'une certaine façon, d'une mutation de l'humanité comme elle en a peu connu par le passé. Mais ce progrès achoppe aussi sur les risques qu'il engendre. De Tchernobyl à Fukushima, on s'interroge légitimement sur la menace que fait courir le nucléaire. Grâce au numérique, couplé aux biotechnologies, le traitement des maladies ou les performances agricoles ont connu une amélioration certaine. Mais on redoute à juste titre que l'idéologie transhumaniste ne s'impose avec l'extension de leur domaine d'intervention, que disparaisse l'écosystème qui nous a vus naître ou que s'épuisent les sols abîmés par la chimie. Face au progrès, la question écologique et les questions de bioéthique surgissent et s'imposent. Elles le disqualifient pour partie.

Le progrès technique a longtemps engendré un progrès économique, c'est-à-dire la croissance. L'innovation incrémentale a amélioré la productivité, les conditions des travailleurs, en automatisant les tâches les plus pénibles, et produit des richesses, des biens et des services qui ont à leur tour augmenté la qualité de vie. L'innovation de rupture a également fait émerger de nouveaux métiers, venus en remplacer d'autres, selon le principe de la destruction créatrice schumpétérienne. L'intensification des échanges, autrement dit la mondialisation, permise par le progrès technique et l'investissement public dans les infrastructures et la recherche a également soutenu l'activité, contribué à la création d'emplois et fait sortir de la pauvreté

des populations entières. Mais ce progrès semble à son tour caler. Depuis plusieurs années, les gains de productivité diminuent. En conséquence, les salaires ont stagné. En outre, les entreprises ont développé de nouvelles techniques managériales qui font porter la pression sur les salariés : objectifs intenable, *monitoring* à outrance, *reporting* à foison, contrôle social à déraison. Le progrès économique n'est plus synonyme de progrès des conditions de travail. De même, si la mondialisation a fait des gagnants, elle a fait aussi des perdants, en particulier parmi les populations les moins qualifiées des pays avancés. Le marché du travail s'est polarisé, un précaire a émergé. Quant à l'innovation de rupture que constitue la mutation numérique, est-on certain qu'elle soit encore porteuse de la promesse schumpétérienne ? Nous ne savons pas si les emplois détruits aujourd'hui par le développement très rapide du numérique et de l'automatisation seront remplacés par d'autres métiers. Sur ce point, les études prospectives divergent, parfois radicalement : deux chercheurs d'Oxford, Carl Benedikt Frey et Michael A. Osborne, estiment que 47 % des emplois sont directement menacés¹ ; selon l'OCDE, c'est plutôt 9 % des emplois qui sont en péril². Difficile, pour les progressistes aujourd'hui, de revendiquer les vertus de l'innovation et de la mondialisation lorsque leurs aménités positives sont de moins en moins perceptibles.

De même que le progrès économique est interrogé, le progrès social se trouve à son tour défié. Or, c'est la raison d'être des progressistes : par leurs luttes – par rapport de force ou par compromis entre travail et capital –, ils ont imposé l'État providence qui a démarchandisé le monde, comme l'a très justement théorisé l'économiste danois Gøsta

1. Carl Benedikt Frey, Michael A. Osborne, « The future of employment: How susceptible are jobs to computerisation? », Oxford Martin School, University of Oxford, 2013.

2. Melanie Arntz, Terry Gregory, Ulrich Zierahn, « The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries. A comparative analysis », OCDE, 14 mai 2016.

Esping-Andersen¹. Si nous avons accepté le progrès économique sous la forme de l'économie de marché, c'est parce que nous avons voulu et su lui opposer le progrès social, contre la société de marché. Nous avons su opposer l'intérêt général et les biens communs, contre le seul intérêt économique et la rente issue de la détention des capitaux ; la réduction des inégalités, contre leur fatalité. L'État providence a ainsi permis la protection des travailleurs et la redistribution sociale et territoriale des revenus. Or, il est aujourd'hui contesté dans son efficacité. La mondialisation remet en cause le cadre exclusif de l'État-nation sur lequel les États providence ont été bâtis. Comment peser à cette échelle face à des multinationales dont les marchés sont mondiaux, et qui imposent leurs conditions par chantage à l'emploi, à la délocalisation et à l'impôt ? Comment réguler la fragmentation de la chaîne de valeur, qui aboutit au fait que la production des biens et des services est aujourd'hui totalement déterritorialisée ? À l'heure du « made in monde », quand telle pièce est fabriquée en Asie, telle autre, à plus forte valeur ajoutée, en Allemagne, que l'assemblage du produit a lieu en Hongrie, tandis que le bureau d'études qui l'a conçu se trouve en France et que le centre d'appels qui gère le service après-vente est en Tunisie, quelle est la marge de manœuvre d'un État ? Qui peut-il protéger, que doit-il redistribuer et à qui ? L'État providence s'érode à mesure que l'interdépendance s'étend. Il s'épuise à mesure que la dette souveraine s'accumule et que les égoïsmes territoriaux s'affirment.

C'est autour de cette remise en cause de l'État providence que les progressistes se divisent. Les uns en tirent la conclusion qu'il faut combattre la mondialisation – et l'Europe, qui l'a accompagnée – pour protéger à nouveau et redistribuer. Les autres estiment qu'il faut s'y

adapter pour la dompter et lui imposer de nouvelles règles. Cette divergence éloigne les deux gauches chaque jour davantage. Elle prive aussi le récit progressiste de sa cohérence.

Les libéraux en tirent profit pour contester la légitimité de la protection sociale et celle du partage des richesses. Si l'État providence dysfonctionne, c'est parce qu'il est trop lourd. Si l'État providence échoue, c'est parce qu'il bloque la croissance et freine l'initiative individuelle. Si l'État providence n'est plus fondé, c'est parce que les syndicats qui en sont les piliers ne représentent plus l'intérêt général. En le dégraissant, on en restaurerait l'efficacité et la légitimité. C'est une voie que sont tentés de suivre certains progressistes, au nom de la libération de la créativité – et aussi de la maîtrise de la dépense publique.

Qu'en est-il dès lors du progrès humain ? En regardant dans le rétroviseur, je me crois autorisé à dire que les progressistes ont réellement changé la vie. Depuis 1945, l'espérance de vie a augmenté de vingt ans¹. Ce progrès aurait-il été possible sans sécurité sociale, sans droit du travail, sans réduction du temps de travail, sans un système éducatif qui a su augmenter le niveau d'éducation des enfants d'ouvriers et d'employés, sans la création des minima sociaux ? Depuis le début de la désindustrialisation, qui a pourtant ravagé des régions entières, nous sommes parvenus à contenir les inégalités de revenus entre les territoires. Cela aurait-il été possible sans une politique de redistribution sociale et territoriale et sans une politique de décentralisation ambitieuse ? Sans développement des services publics ? Sans investissement dans les infrastructures ? Sans financement de la culture² ? Depuis près de

1. Gösta Esping-Andersen, *Les Trois Mondes de l'État providence* (1990), Paris, Presses universitaires de France, 2015.

1. Voir « L'espérance de vie en France », site internet de l'Ined, mis à jour en janvier 2017.

2. Voir notamment Laurent Davezies, *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Paris, Seuil, coll. « La République des Idées », 2012.

quarante ans, les droits de chacun ont progressé : du droit au logement aux congés payés, du droit des femmes à disposer de leur corps jusqu'au mariage pour tous, de la reconnaissance des discriminations en fonction des origines sociales, ethniques ou culturelles – n'en déplaise aux nouveaux pourfendeurs du multiculturalisme qui pullulent même à gauche – aux dispositifs mis en place pour les faire reculer.

Oui, ces droits ont progressé. Et ce progrès est le fruit d'une longue histoire de luttes républicaines, puis sociales. Et, d'une certaine façon, même si tous nos combats ne sont pas achevés, même si l'égalité réelle est encore un horizon, nous sommes arrivés au point où nous voulions arriver. Gérer l'État providence, l'adapter, le moderniser ou le consolider, comme nous l'avons fait ces cinq dernières années, c'est parfaitement respectable et ce fut parfaitement nécessaire. Mais ce n'est plus faire œuvre de transformation sociale. Or, c'était bien là notre ambition d'origine. Cela explique sans doute une certaine forme d'épuisement du récit progressiste. Sous sa forme actuelle, avec ses mots, il a perdu une partie de sa raison d'être. Notre langage s'est asséché par contamination technocratique. Il s'est mis à tourner dans le vide. À prendre parfois la forme du magistère moral. Ce que le progressisme a porté et apporté est désormais inscrit au patrimoine commun.

C'est pourquoi il a été facile pour les réactionnaires de remettre en cause les valeurs que nous portions. Le caractère d'évidence qu'elles ont atteint nous a fait oublier l'impérieuse nécessité de les défendre, de montrer qu'elles avaient une orientation, une dynamique. Rien n'est plus terrible pour moi, qui ai fait du combat contre le Front national un axe central de mon engagement politique, que ces mots du journaliste David Doucet, spécialiste de la fachosphère : « Ce qui est sûr, c'est qu'il existe [sur les réseaux sociaux] une forme de déculpabilisation du discours d'extrême droite. Le discours humaniste et progressiste est minoritaire, il est considéré comme paternaliste,

comme old¹ ». « Paternaliste ». « Vieux ». Ces mots sont à la mesure du travail qui nous attend.

L'autre raison de l'épuisement du récit progressiste, c'est l'émergence du « monstre doux », qu'évoque le linguiste italien Raffaele Simone : « Depuis vingt ans au moins, tous les idéaux de gauche et les principes qui les soutenaient sont exposés au vent du *Zeitgeist*, pris dans la tourmente de la modernité et des innovations, immenses et toujours énigmatiques, que celle-ci a apportées : nouvelle économie [...], nouvelles consommations, nouvelles formes d'imaginaire, nouvelles représentations de soi et des autres². » D'une certaine façon, nous n'avons pas vu « la substitution de l'intérêt privé au désir de transformation sociale³ », comme l'expliquait le philosophe Michaël Foessel. C'est ainsi que « la gauche n'a pas seulement perdu la bataille des idées, elle a provisoirement perdu la bataille des désirs⁴ », doublée sur sa droite par un pourvoyeur de satisfaction beaucoup plus rapide et efficace que nous ne l'avons jamais été : l'accomplissement marchand. Notre langue s'en est aussi imprégnée. Nous avons investi l'imaginaire dont il était porteur. Et, d'une certaine façon, c'est aussi de là que vient notre erreur.

Ceux qui reprochent aux progressistes d'avoir cédé du terrain aux libéraux sous couvert de pragmatisme n'ont donc pas entièrement tort. Nous n'avons pas mesuré à quel point les attentes de nos concitoyens avaient été reconfigurées par les politiques néolibérales. Nous n'avons pas mesuré à quel point ces dernières avaient atomisé le corps social, et rendu si difficile la construction du tiers abstrait – le tiers social –

1. Cité par William Audureau, « Les trolls sur Internet, nouveaux "colleurs d'affiches" du Front national », *Le Monde*, 31 mars 2017.

2. Cité par Laurent Bouvet dans *Le Sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012, p. 278.

3. Michaël Foessel, *art. cit.*, 2011.

4. *Ibid.*

qui fonde en légitimité notre modèle de solidarité¹. C'est ce qui menace aujourd'hui l'État providence dans sa légitimité. Dans une certaine mesure, le macronisme est la caricature de ce mouvement de confusion entre accomplissement marchand et émancipation individuelle, mixé avec un technocratisme gestionnaire, le tout subsumé sous une verticalité – la seule à même de faire tenir une société individualiste. Libéralisme économique et libéralisme culturel sont conjugués, le libéralisme politique écarté.

Je peux comprendre, dans ce contexte, la tentation qui perdure chez une partie des socialistes de restaurer le régime de transformation sociale précédent, de renouer avec un progressisme anté-européiste, du temps où l'économie n'était pas ouverte, où l'individuation était moins avancée, où l'État était garant de l'émancipation individuelle, contre les groupes sociaux qui maintenaient chacun sous une forme de domination. Ils voient dans ce retour au modèle de la République sociale la possibilité de mieux défendre l'État providence et de retrouver le sens des combats émancipateurs. Mais la mise en œuvre de cette tentation est d'emblée vouée à l'échec. Il s'agit d'une erreur stratégique parce que, sur ce terrain, la gauche radicale a déjà un temps d'avance. Il s'agit d'une erreur politique ensuite, parce que les conditions dans lesquelles nous mettons en œuvre l'action publique ont radicalement changé. Qu'on le veuille ou non, la société est bien individualiste. L'économie est bien ouverte. Revenir au modèle d'antan, renouer avec un protectionnisme à nos frontières, c'est glisser sur la pente dangereuse du nationalisme, et faire éclater l'Europe. Jean-Luc Mélenchon en est la preuve vivante. Entre 2012 et 2017, incontestablement, il a glissé.

1. Voir à ce propos François Dubet, *Ce qui nous unit. Discriminations, égalité et reconnaissance*, Paris, Seuil, 2016.

Alors, que faire ? Les réactionnaires et les libéraux ont-ils gagné ? Le progressisme est-il mort ? Je suis convaincu du contraire pour deux raisons. La première, c'est que nous avons deux ennemis : le nationalisme et l'ordolibéralisme. Les désigner, les comprendre, nous en distinguer, c'est disposer d'un levier pour nous redresser. La seconde, c'est qu'un désir bien vivant demeure et perdure, même s'il est tapi dans l'ombre : celui de l'émancipation. Le cœur progressiste bat, même si le pouls est faible. Entre les césarismes mélenchoniste et macroniste, pour reprendre l'expression du sociologue libertaire Philippe Corcuff¹, il y a l'impérieuse nécessité d'inventer une nouvelle gauche d'émancipation.

Comme au XX^e siècle, où le mouvement progressiste est passé du combat républicain au combat socialiste, nous avons à créer autre chose. La mutation sera longue. Il nous faut l'accepter. Nous accorder du temps. Avant de fournir des réponses, poser des questions. C'est ma proposition. Elle est modeste mais me semble être la seule aujourd'hui légitime. Il faut bien commencer ; reprenons la question des questions : que signifie s'émanciper aujourd'hui ? Les réponses sont de trois ordres.

Le premier est l'ordre du savoir. Sortir de l'état de minorité, comme l'écrivait Kant dans *Qu'est-ce que les Lumières*, c'est oser savoir. C'est faire usage de sa raison contre ceux qui captent à leur profit la connaissance pour mieux imposer leur autorité. C'est pourquoi, dans le mouvement progressiste, l'éducation occupe une place si singulière. C'est la mère des batailles. Mais, dans le régime numérique, la donne a changé : que signifie oser savoir, lorsque la connaissance est disponible partout, en tout temps, en tout lieu, mais qu'elle est mêlée à de la rumeur et de la fausse information ? Le défi d'aujourd'hui n'est

1. Philippe Corcuff, « Pour une gauche d'émancipation, sans césarismes macroniste et mélenchoniste », *Libération*, 28 juin 2017.

pas lié à un manque d'offre de connaissances, mais à une saturation. Inversement, comment faire face à l'obsolescence rapide des compétences que semble imposer la nouvelle donne économique, qui épuise les classes populaires et leur donne le sentiment d'avoir atteint la date de péremption – en un mot, d'être jetables ? Là se jouent deux inégalités fondamentales. L'éducation continue que nous avons introduite dans les travaux des socialistes¹ ouvre des perspectives nouvelles qu'il faudra prolonger. Elle ne peut être réduite à une formation tout au long de la vie – laquelle se préoccupe d'abord de l'employabilité des individus et non de l'acquisition de compétences, de projets de vie, d'expériences libératrices qui font le cœur d'une vie émancipée. Elle est à travailler avec les mouvements d'éducation populaire et, plus largement, avec le mouvement associatif.

Allons plus loin : la connaissance ne se limite pas au savoir. Elle est aussi faite d'expériences, de confrontations à d'autres imaginaires, à d'autres modes de vie. Nous avons besoin de nous représenter d'autres types de vies réussies que ceux proposés par l'accomplissement marchand. De même que la capacité à faire le tri dans l'offre de connaissances marque une frontière de l'émancipation, l'expérience de la culture, de la vie de l'autre et de l'ailleurs est profondément inégalitaire. Nous avons à repenser notre politique de la culture. Notre proposition de créer un droit au voyage, qui était bien plus qu'un droit aux vacances, faisait partie de ce projet de faire accéder à d'autres imaginaires. C'est là que se joue la bataille des désirs, aussi indispensable que celle des idées.

La connaissance, c'est enfin, ou peut-être d'abord, la connaissance de soi. C'est la prise de conscience du « poids impersonnel des

dominations sur nos vies quotidiennes », pour reprendre les mots de Philippe Corcuff¹. Elle a progressé, grâce aux mouvements issus de la société civile, mais aussi grâce au développement personnel, souvent moqué, rarement compris dans le projet d'émancipation qui le motivait. Cette prise de conscience est, là encore, assez inégalement partagée. Faire reculer les dominations et les aliénations, c'est déjà apprendre à les connaître. Sans que le partage de cette connaissance prenne la forme d'un impératif moral – et c'est une ligne de crête.

L'ordre du savoir appelle un deuxième ordre : celui du pouvoir. Il ne suffit pas d'oser savoir, il faut aussi exercer sa souveraineté sur sa propre vie. À cet égard, l'égalité formelle, c'est-à-dire l'extension des droits, ne suffit pas : l'égalité réelle, c'est-à-dire l'extension des capacités à exercer ses droits, est nécessaire.

La droite affirme que cette capacité est naturellement donnée à tous, qu'il suffit de le vouloir et de lever les entraves imposées par l'État. Le macronisme prétend donner à tous ce pouvoir d'agir en mettant en place des filets de sécurité individualisés, comme l'assurance chômage individuelle. Mais il prend prétexte de ces filets pour imposer des dérégulations qui ne libéreront que la capacité d'agir de ceux qui la détiennent déjà. Ces dérégulations ne dissiperont pas les fragilités de ceux qui sont bloqués dans une forme d'incapacité. Elles les aggraveront, au contraire. Créer un ghetto de travailleurs pauvres sur le marché du travail ne constitue pas un renforcement du pouvoir d'agir.

Ce que nous devons continuer de dire, c'est que l'on ne dispose pas de cette capacité dans un système de précarité massive, dans l'emploi prolétarisé, et que les filets individualisés ne suffisent pas à maintenir une vie décente. Pour développer sa capacité d'agir, il faut des sécurités : logement, revenu régulier, accès au crédit, accès à l'éducation,

1. Voir notamment « Apprendre pour s'émanciper. L'éducation continue pour une vie de qualité », *Cahier de la présidentielle*, n° 2, mai 2016.

1. Philippe Corcuff, *art. cit.*

sociabilité. Franchissons une autre étape : puisque le travail reste un horizon de réalisation de soi, nous avons à introduire une réflexion, non plus seulement sur la création d'emploi ou le pouvoir d'achat, mais sur la nature du travail. Dans un monde où se multiplient les *bullshit jobs*, quel épanouissement peut offrir le travail ? Les tâches accomplies ont-elles encore un sens ? Autre question : dans un modèle d'activité où la créativité est brandie comme un mantra, où l'on attend d'un travailleur qu'il soit responsable de ce qu'il fait, mais où cette responsabilité est constamment mise en demeure par le principe de subordination, quelle est la marge d'autonomie laissée au travailleur¹ ? Libérer le travail, ce n'est pas déréguler la protection du travailleur. C'est lui laisser le pouvoir de l'organiser, c'est fixer avec lui les objectifs à atteindre, c'est lui donner la possibilité de choisir de travailler moins ou de travailler plus. C'est reconnaître pleinement ses droits pour lui permettre d'éprouver la fierté du travail bien fait.

Poser la question de la capacité d'agir sur sa propre vie, c'est aussi poser la question du partage du pouvoir collectif. C'est la question démocratique. Elle doit rester l'un des piliers du progressisme. Ce partage se joue dans l'entreprise, bien entendu, et nous devons continuer d'aller vers la codétermination. Elle se joue aussi dans l'organisation du hors travail. Il faut prendre en compte les initiatives citoyennes, favoriser les expérimentations différentes, mieux les reconnaître. En France, le bénévolat est un succès. Puisons dans cette manne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, dans nos « Cahiers de la présidentielle », nous avons fait des politiques de l'engagement un axe de réflexion majeur, soit en prenant en compte l'engagement citoyen

1. Sur ce sujet, voir Yves Clot, « C'est bien la question de la liberté au travail qui mérite d'être discutée », *Le Monde*, 24 juin 2017, et, plus largement, François Dupuy, *La Faillite de la pensée managériale. Lost in management* vol. 2, Paris, Seuil, 2015.

dans les études, la validation des acquis de l'expérience ou le calcul des retraites, soit en plaidant pour un service civique universel. Enfin, ce partage du pouvoir passe, nous semble-t-il, par une décentralisation accrue. Rapprocher le citoyen de la prise de décision pour les questions qui le concernent, l'y associer dans son territoire, coconstruire les réponses politiques avec les forces de la société civile sont le seul moyen de surmonter la crise démocratique. À l'ère du capitalisme de l'enrichissement¹, la construction d'une politique économique passe par les territoires. Cette réflexion, nous devons la conduire avec les élus. Elle est au cœur de la révolution décentralisatrice que nous proposons au chapitre suivant.

L'ordre du savoir et l'ordre du pouvoir en appellent un troisième : celui du commun. Plaider pour une décentralisation très forte, c'est renforcer le commun de proximité, le plus évident, le plus immédiatement perceptible, parce qu'il se noue autour d'enjeux que nous maîtrisons et de visages que nous connaissons. Mais ce qui nous unit, au-delà, à celles et ceux qui nous sont étrangers, n'est pas – n'est plus – une évidence. Y remédier suppose de se réinscrire dans une série d'horizons : national, européen, international. Ce sentiment d'un commun partagé est indispensable pour assurer les conditions d'une émancipation individuelle et collective.

Cette question se joue à mon sens et en priorité à deux niveaux. Le premier est européen : c'est là qu'il nous faut agir pour inverser la tendance. Sur un mode défensif, pour imposer un rapport de force qui soit à même de préserver les vertus de l'État providence. Contre les nouvelles formes de capitalisme qui bénéficient du système, de la liberté et de la créativité qu'il offre, mais refusent de contribuer à son

1. Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2017.

financement. Contre la politique d'austérité imposée depuis dix ans par les États les plus aisés aux populations les plus précaires. Sur ces deux derniers points, nous avons obtenu des avancées, mais la route est encore longue. Elle n'aboutira pas sans un travail collectif avec nos partis frères et au sein du PSE, et sans l'impulsion des progressistes au Parlement européen.

Au plan social, le commun doit être européen. Sans cela, il ne sera qu'identitaire. Cela appelle d'autres chantiers : la réponse au défi migratoire doit être également et en priorité européenne. Nous devons bâtir une Europe plus solidaire. Cela suppose de revoir le règlement de Dublin, qui fait peser l'accueil des réfugiés et des migrants sur les pays du Sud. Nous devons bâtir une Europe rassurée : c'est la condition pour que l'accueil se passe au mieux. Agir sur l'esprit de forteresse assiégée est indispensable pour faire baisser les ponts-levis. La réponse au défi sécuritaire se joue enfin, à mon sens, au niveau européen : les progressistes ont à œuvrer, encore et encore, pour une défense partagée. C'est d'autant plus nécessaire au moment où les États-Unis, garants de la sécurité du continent depuis un demi-siècle, entrent dans une phase de repli, où le Royaume-Uni s'isole et où la Russie connaît une poussée nationaliste. C'est légitime au moment où l'instabilité se renforce aux frontières de l'Europe et où la menace terroriste devrait connaître une résurgence d'autant plus forte que l'État islamique est en train d'être battu sur le terrain qu'il s'était arrogé. Cela appelle *a minima* un renforcement de la coordination des services de renseignements et, pourquoi pas, la création d'un FBI européen. Face à ces défis, nous ne ferons face que si nous partageons le sentiment d'un destin commun.

La question du commun se joue, enfin, au niveau international autour d'un défi majeur : le défi écologique. Le progressisme ne peut qu'être écologique : c'est une condition de survie de l'humanité. Nous sommes tous dans le même bateau, comme l'écrit Peter Sloterdijk,

parce que nous respirons tous le même air¹. D'un point de vue politique, cette question nous pose cependant deux difficultés. La première, c'est que la préservation de l'environnement, aussi impérieuse soit-elle, ne suffit pas à faire de la question écologique un projet de transformation sociale. La mode du *green washing* à l'œuvre dans les entreprises le démontre aisément. La seconde, c'est que la nécessité d'adopter un mode de vie en accord avec cet impératif a trop souvent pris la forme du magistère moral. C'est sur cet écueil qu'ont buté les écologistes. Il faut donc reconnecter la question écologique à la question sociale et montrer qu'une vie réussie et émancipée est possible en régime écologique. C'est la nouvelle frontière de l'émancipation.

Quant au commun national, il me semble qu'il passe par une fraternité laïque, celle que j'avais évoquée dans *La Troisième Gauche*². C'est la condition pour sortir de l'impasse de la montée identitaire. Elle n'a jamais paru aussi indispensable que ces dernières années. La gauche, là encore, s'est divisée sur cet enjeu, entre les défenseurs d'une laïcité littérale – comme si le texte de la loi suffisait à régler tous les problèmes – et ceux d'une *laïcité* – qui font du recul du fait religieux un combat politique, lequel est légitime à condition qu'il ne soit pas stigmatisant. Ce débat, nous devons être en capacité de le dépasser, pour que la fraternité laïque retrouve sa vocation émancipatrice.

Voici donc, au bout de ce long examen, une conviction : le progressisme n'est pas mort car son moteur, l'émancipation, fonctionne toujours. Son combat passera par une narration nouvelle. Elle reste à écrire. Elle passera par de nouvelles formes. Les inventer prendra du temps. Sur le fond, le progressisme doit renouer avant tout avec l'objectif d'une autre

1. Peter Sloterdijk, *Dans le même bateau*, Paris, Rivages, 2003.

2. Jean-Christophe Cambadélis, *La Troisième Gauche*, Paris, Éditions du Moment, 2012.

société que celle qui est devant nous et que l'on voudrait nous voir sans cesse aménager. Il ne faut pas renoncer à vouloir que le monde change de base. Le socialisme ne doit pas être une cité céleste où résonnent des lendemains qui chantent, mais un mouvement concret et continu.

L'AUTRE FRANCE

« Révolution » ! Emmanuel Macron n'avait que ce mot à la bouche pendant sa campagne éclair de conquête du pouvoir. *Révolution*, tel est le titre de son livre-programme publié en novembre 2016¹ et censé présenter sa vision de la France, du monde et des immenses bouleversements qui les affectent, comparant leur ampleur à l'introduction de l'imprimerie ou à la Renaissance. Dans son esprit, cette révolution intégrale – nationale et mondiale, sociale, économique et technologique – doit appeler une révolution dans la conduite des affaires politiques. Cela allait de soi, il serait forcément le moteur et le visage de cette révolution, la pointe de sa flèche, lui, Emmanuel Macron, double incarnation de la « jeune garde » et de « l'avant-garde ». Cette proposition n'a rien de révolutionnaire ni de « complexe » : Emmanuel Macron voulait renverser la table pour pouvoir la présider.

« Révolution ». Le mot est fort, le concept chargé historiquement, lourd de significations et de portée. Révolution ? Malgré le jubilé, pas celle de 1917, de Lénine et de Trotski ou la grande révolution française, mais plutôt celle de 1984, de Reagan et de Thatcher. Ce qu'un pays entier n'a pas réussi à entreprendre, un homme sûr de lui et fort d'une confiance infinie dans ses propres capacités peut y parvenir. « Renouer avec l'héroïsme politique », voilà son programme. Il veut défaire le monde d'hier et tourner « la page de trois décennies d'inefficacité »,

1. Emmanuel Macron, *Révolution*, Paris, XO, 2016.

comme il l'a déclaré dans un entretien accordé au magazine *Le Point* fin août 2017¹.

Va-t-il réussir ? Pour paraphraser le dirigeant communiste Zhou Enlai, interrogé dans les années 1970 sur l'impact véritable de la Révolution française : « Il est trop tôt pour le dire. » Alors, trop tôt pour déterminer quels sont les effets de la révolution d'Emmanuel Macron ? Il s'est lui-même donné deux ans. En tout cas, une chose est claire : sa révolution partisane a accouché d'une petite souris du plus grand classicisme. Si Emmanuel Macron entend mener la « transformation » de la France sans tergiverser et en insistant sur le fait que jamais – au grand jamais – il ne craquera, eh bien, le vernis du discours de campagne axé sur le renouveau et l'horizontalité a, lui, très vite craqué. Dans son parti, on désigne le délégué général à main levée – et c'est surtout la main du président de la République qu'on peut voir.

Sans surprise, Emmanuel Macron dirige la France comme son parti : de manière hypercentralisée. Nous touchons ici un point clé et un désaccord majeur avec le nouveau pouvoir. Ce désaccord porte sur le diagnostic des blocages qui affectent la France. Le nouveau président considère que seul le retour à la verticalité permettra de débloquer la société. Il s'agit donc pour lui de mettre au ban tous les corps intermédiaires : les partis, les centrales syndicales, les médias, les collectivités, et aussi les associations. Certains observateurs se plaisent à faire d'Emmanuel Macron le nouveau général de Gaulle. Mais le centralisme gaullien était une nécessité en son temps, pour sortir de la colonisation, pour entrer dans la modernité. Citons ici le général justement, dans son discours de Bayeux en 1946 : « Des Grecs, jadis,

demandaient au sage Solon : “Quelle est la meilleure Constitution ?” Il répondait : “Dites-moi, d'abord, pour quel peuple et à quelle époque ?” Aujourd'hui, c'est du peuple français et des peuples de l'Union française qu'il s'agit, et à une époque bien dure et bien dangereuse ! Prenons-nous tels que nous sommes. » Eh bien, aujourd'hui, bien après de Gaulle, après 1968, cette hypercentralité est un anachronisme et un terrible contresens qui propose la verticalité comme remède alors qu'elle est la cause du malaise français. Nous pensons en effet que c'est le système jacobin hypercentralisé et technocratique qui étouffe la société.

Aujourd'hui, il ne faut pas une réforme ou une rupture, ni une « transformation », mais une renverse, comme on dit dans le vocabulaire marin, c'est-à-dire un changement complet de cap. Le candidat Macron avait raison, la France a besoin d'une révolution. Et qui dit révolution dit changement de paradigme : un renouvellement global des cadres conceptuels, un changement de représentation du monde et des moyens de l'orienter. Emmanuel Macron veut remplacer « l'ancien monde », mais l'objectif devrait plutôt être de changer « le vieux paradigme », jacobin et centralisateur, autour duquel il construit et mène sa politique. Le nouveau président ne veut pas voir cette erreur de perspective, les défauts inhérents de ce paradigme dépassé qui n'est plus opérant et qui conforte ses propres penchants à la concentration et à la monarchisation du pouvoir.

Dans les pages qui suivent, je veux montrer d'où vient ce paradigme, comment il fonctionne ou plutôt en quoi il ne fonctionne plus, pourquoi il étouffe les énergies et les ressources, les femmes, les hommes et les territoires indispensables pour cette nouvelle France qui reste encore à bâtir, afin de repartir à la conquête du progrès.

1. Laureline Dupont, Étienne Gernelle et Sébastien Le Fol, « Emmanuel Macron : le grand entretien », *Le Point*, 30 août 2017.

« Paradigme » ! C'est ce mot qu'il faut avoir en tête et sous la plume pour parler de révolution. Le paradigme, c'est ce que la révolution doit déboulonner et remplacer. Le terme, issu de la grammaire et synonyme de « modèle », a pris un sens supplémentaire et passionnant chez l'historien Thomas Kuhn (1922-1996), notamment dans son ouvrage *La Structure des révolutions scientifiques*, publié en 1962¹. Le paradigme dominant est celui qui structure les esprits et régleme les discussions et les débats au sein d'une science ou d'un domaine particulier. Cette fonction normative s'enracine et puise sa légitimité dans le temps, l'étude du paradigme jacobin le confirme grandement.

Le centralisme jacobin vient de loin. À vrai dire, le terme « jacobin » est assez mal choisi. D'une part, le centralisme est hérité de la longue période absolutiste et, d'autre part, lesdits Jacobins n'avaient pas le monopole du centralisme et les Girondins auxquels on les oppose par tradition n'étaient pas forcément des décentralisateurs féroces. Revenons au premier point. Oui, le centralisme vient de loin, de très loin, il est la grande ligne de l'organisation territoriale de notre pays. Le centralisme monarchique s'est déployé entre le XV^e et le XVIII^e siècle. L'absolutisme est un centralisme, c'est un fait historique avéré. Les révolutionnaires, à partir de 1792, et les partisans du Directoire et du Consulat, à partir de 1795, ont vite (re)découvert les avantages du penchant centralisateur de leurs prédécesseurs royalistes. À vrai dire, la centralisation monta crescendo sous la révolution de la République dite jacobine, puis sous le Directoire et le Consulat. Ainsi, à la fin de la Terreur, à l'automne 1795, le Directoire mit en place auprès de chaque administration de département un « commissaire central » bien entendu désigné par le pouvoir exécutif pour contrôler les autorités

locales. Et, en toute logique, le Consulat réinvente les intendants en la personne des préfets, créés en février 1800 (28 pluviôse an VIII, pour être exact). Les « hommes du roi » s'appellent autrement mais restent les hommes clés de la centralisation, nommés directement par le Premier consul, Napoléon Bonaparte.

Cette continuité centralisatrice perdure aux XIX^e et XX^e siècles. Oui, même la décentralisation insufflée depuis 1982 et scandée par de nombreux actes ne parvient pas à contrecarrer la centralisation inscrite dans nos textes et nos pratiques. La décentralisation fut un changement imposé par la nécessité, pour affronter la modernité. François Mitterrand le formula ainsi lors du Conseil des ministres du 15 juillet 1981 : « La France a eu besoin d'un pouvoir fort et centralisé pour se faire. Elle a aujourd'hui besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire¹. »

Ses prédécesseurs avaient déjà reconnu cette nécessité d'adapter notre géographie politique aux nouveaux mouvements de l'histoire. Ainsi, les mots prononcés le 24 mars 1968, à Lyon, par le général de Gaulle sont d'une force et, disons-le, d'une actualité évidentes : « L'évolution générale porte notre pays vers un équilibre nouveau. L'effort multiséculaire de centralisation, qui lui fut longtemps nécessaire pour réaliser et maintenir son unité malgré les divergences des provinces qui lui étaient successivement rattachées, ne s'impose plus désormais. Au contraire, ce sont les activités régionales qui apparaissent comme les ressorts de sa puissance économique de demain². »

1. Thomas S. Kuhn, *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2008.

1. Témoignage de Philippe Marchand, « L'oxygène de la démocratie locale », Institut François-Mitterrand, 2003.

2. Thomas Frinault, *Le Pouvoir territorialisé en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 9.

De Gaulle affirmait ainsi à l'adresse des Français la nécessité d'une mutation de la société française qui devait se traduire par la participation plus effective de chacun à la marche et au résultat de l'activité qui le concernait directement. Les trois domaines évoqués étaient l'université, l'entreprise et les régions, qui devaient pouvoir organiser « les activités industrielles et agricoles ». Mais, comme on le sait, le général a échoué, puisqu'il a placé cette question comme celle de la réforme du Sénat au cœur de son référendum d'avril 1969, qu'il a perdu.

Entre le général de Gaulle et François Mitterrand, il y eut Valéry Giscard d'Estaing. En 1976, il se vit remettre le rapport Guichard, intitulé « Vivre ensemble ». Ce dernier contenait des propositions novatrices en matière de réforme des finances locales ou proposait la création de communautés urbaines. La loi du 10 janvier 1980 a d'ailleurs aménagé la fiscalité directe locale et permis aux conseils municipaux et aux conseils généraux de voter directement les taux des impôts locaux.

C'était cependant une très petite loi par rapport à la loi historique relative aux « droits et libertés des communes, des départements et des régions » du 2 mars 1982. Celle-ci prévoit la suppression de la tutelle exercée a priori sur les communes, les départements et les régions, la réduction de la compétence des préfets, l'attribution du pouvoir exécutif aux présidents des assemblées départementales et régionales et le dégagement de ressources fiscales propres. Dans les années 1990, d'autres actes forts sont posés, à commencer par la loi relative à l'administration territoriale de la République de 1992, qui a notamment pour objet la déconcentration des services de l'État. Puis vient la loi Chevènement de 1999 sur l'intercommunalité.

Il faut surtout évoquer la révision constitutionnelle de 2003, véritable acte II de la décentralisation. D'autres lois moins connues mais importantes sont votées par la suite : les lois de réforme des

collectivités territoriales fin 2010 ou encore sur la modernisation de l'action publique territoriale en janvier 2014, qui crée un nouvel échelon : les métropoles. Sous le quinquennat de François Hollande, il faut aussi citer la loi du 16 janvier 2015, qui aboutit à une nouvelle carte de France, avec 13 régions contre 22 précédemment. La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – connue en tant que « loi NOTRe » – vise notamment à renforcer les compétences des régions et des établissements publics de coopération intercommunale. La réforme territoriale aura donc constitué un axe fort du dernier quinquennat : métropoles renforcées, régions agrandies et confortées, montée en puissance des intercommunalités, mais aussi mesures concrètes pour l'attractivité des territoires ruraux et la qualité de vie de leurs habitants.

Pourtant, la France reste un pays profondément centralisé, malgré ces réformes cruciales menées depuis 1982. Il suffit de regarder les effets véritables de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003, indiquant à propos de notre République, en se référant à l'article premier de la Constitution, que « son organisation est décentralisée ». La formulation est limpide, certes, mais timide. Au fond, il ne s'agit pas tant de consacrer l'autonomie des pouvoirs locaux que de territorialiser l'action publique. D'ailleurs, la vraie rupture ne se situe pas dans la reformulation de l'article premier de notre Constitution, mais dans la modification de son article 72, instaurant le principe de subsidiarité, d'une part, et le recours à l'expérimentation locale, d'autre part. Mais, là encore, la réalité n'a pas suivi. La tutelle de l'État reste la loi d'airain de notre architecture constitutionnelle et territoriale. Dans les faits, l'expérimentation locale est bien trop encadrée et reste donc extrêmement rare. Certes, le nouvel article 72 stipule que les collectivités deviennent autre chose que de simples exécutants ou de simples

bénéficiaires de délégations étatiques, mais la disposition reste trop floue, instaurant un principe sans pour autant le reconnaître comme un droit. À la fin de l'expérimentation, c'est l'exécutif qui soumet son extension à un Parlement, aujourd'hui simple prolongation de l'exécutif, lequel décide de la suite des opérations. Au final, la France reste centralisée car elle voit les collectivités locales à travers quatre caractéristiques qui les maintiennent en état de minorité juridique et politique permanente : un statut uniquement défini par la loi, un pouvoir normatif résiduel et forcément infralégislatif, une indépendance des collectivités les unes par rapport aux autres et, bien entendu, leur soumission absolue au contrôle de l'État central.

Résumons. Le Parlement n'a pas l'initiative des lois, sauf dans un petit créneau royalement octroyé, permettant à la majorité de faire briller l'exécutif. La décentralisation, pour importante qu'elle soit, n'a permis ni de rapprocher le citoyen de la décision, ni aux exécutifs régionaux de décider pleinement de leur propre orientation, comme le souhaitait le général de Gaulle et François Mitterrand. Alexis de Tocqueville avait bien vu dans *De la démocratie en Amérique* (1840) que la force de celle-ci reposait sur une forme de « liberté communale ». La France est une pyramide inversée qui tient sur sa pointe. Les collectivités locales et le Sénat restent sous la tutelle d'une Assemblée sous tutelle. Le Conseil économique, social et environnemental – dont les personnalités qualifiées sont désignées par le président – n'a qu'un pouvoir de suggestion et ses caves ainsi que ses bibliothèques sont remplies de rapports qui n'ont jamais quitté la place d'Iéna.

En France, tout remonte donc au président, comme le déplorait déjà Georges Pompidou. Qui décide ? L'Élysée, ce lieu aujourd'hui redevenu secret où le président scrute l'avenir de la France et décide seul – c'est le sens du terme « monarque », comme le faisait remarquer feu Maurice

Duverger dans *La Monarchie républicaine*¹ – de l'avenir de la France. Seul l'espace médiatique est un tant soit peu l'arène d'un débat possible. Aujourd'hui, ce pouvoir d'influence n'a d'yeux que pour le nouvel hôte du château de l'Élysée. Cette exception française permet de destituer les chefs d'états-majors. Aujourd'hui, Emmanuel Macron reçoit personnellement chaque directeur d'administration centrale sans la présence de son ministre et lui fait comprendre d'où vient sa nomination et qu'il en attend une allégeance absolue en contrepartie. Cette exception permet de désigner les directeurs de cabinet des ministres, de décider des directions des chaînes publiques, de désigner le président de l'Assemblée nationale, de garder, malgré les réformes, une position prépondérante dans la magistrature et la police. Le président peut bien sûr compter sur Bercy. Ce centralisme politique et économique parisien infantilise la démocratie et fragilise les institutions françaises. Plus radicalement, elle relègue le citoyen au rôle peu enviable de contestataire en chambre, manifestant sa désapprobation par l'abstention, voire le vote des extrêmes – ce qui paradoxalement renforce le pouvoir dudit monarque. Et la boucle est bouclée.

Depuis 1982, le nombre de compétences qui sont transférées en direction des collectivités territoriales progresse (gestion des fonds sociaux, de la santé publique, du réseau routier...) tandis que celles déjà décentralisées (logement, éducation, aménagement du territoire...) sont élargies. Mais la question du financement de ces responsabilités reste le nerf de la guerre. C'est de ce point de vue crucial que la politique menée par le président Emmanuel Macron doit être analysée.

Emmanuel Macron. Oui, l'État c'est lui et Paris c'est la France. Son modèle est clair : il veut créer un comité de salut public pour « transformer » la France par le haut. Il a pour cela besoin d'une alliance

1. Maurice Duverger, *La Monarchie républicaine ou comment les démocraties se donnent des rois*, Paris, Robert Laffont, 1974.

de fait entre l'aristocratie d'État et l'aristocratie financière, et notamment celle de la nouvelle économie. Il veut un État jacobin et technocratique, en surplomb de la société civile. La politique territoriale menée depuis juin 2017 n'offre pas de surprise, car le candidat Macron avait été clair lors de sa campagne. Dans son programme, il entend supprimer 75 000 postes dans la fonction publique territoriale sur cinq ans. Et, pour contourner le principe constitutionnel de libre administration des collectivités, qui veut que l'État ne puisse pas imposer aux territoires la diminution du nombre de leurs agents, le nouveau président mise sur le grand nombre de départs à la retraite. À la suite de Nicolas Sarkozy, il s'oriente vers une nouvelle version de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) qui a vu le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans la fonction publique d'État dès 2007 sous le gouvernement Fillon. Comme quoi, ce dernier n'a pas forcément complètement perdu l'élection présidentielle de 2017...

Et peu importe pour Emmanuel Macron que les suppressions de postes de fonctionnaires territoriaux correspondent aux besoins évidents et spécifiques des collectivités, ou que ces dernières n'aient pas eu le temps d'anticiper correctement ces suppressions de postes. Au-delà de cette promesse de réduction des effectifs, le candidat Macron a indiqué vouloir réduire les dépenses de fonctionnement de 10 milliards d'euros. Comment ? Grâce à un « pacte de confiance » entre l'État et les collectivités dans le cadre des conférences nationales semestrielles des territoires. Il est vrai que les dotations sont les principaux leviers à la disposition de l'État, compte tenu du principe constitutionnel d'autonomie financière déjà cité. Le principe est simple : en échange d'un effort financier, l'État propose d'alléger les normes.

Dans cette campagne folle, enfin, cette promesse phare a été faite : exonérer 80% des contribuables locaux de la taxe d'habitation. Ainsi, le

candidat ne voulait pas simplement moins de fonctionnaires, il voulait moins d'impôt. Taper sur les fonctionnaires et dénoncer l'impôt... Le renouveau, en somme. Alors, certes, cet impôt repose sur des valeurs locatives obsolètes et est soumis à des politiques de taux très variables selon les communes. Mais le manque à gagner pour les collectivités ne sera probablement pas intégralement compensé et aura des effets négatifs sur la couverture des services publics. Emmanuel Macron parle en effet d'exonération, et non de dégrèvement. Les élus locaux ont retenu la leçon depuis longtemps : ce qui doit être compensé finit par ne plus l'être. Cette suppression de la taxe d'habitation va accroître de fait la tutelle financière de l'État sur les communes et les intercommunalités bénéficiaires de cet impôt et sacrément freiner le mouvement de décentralisation déployé depuis trente ans. Tiens, trente ans. Ah, cette fameuse inertie des prédécesseurs d'Emmanuel Macron... Ils n'ont rien fait mais il convient tout de même de tout défaire... Le président Macron veut mieux faire que tous ses prédécesseurs, il veut même mieux faire que le candidat Macron : trois milliards d'économies supplémentaires sur les dépenses de fonctionnement, qui viennent s'ajouter aux dix milliards de la campagne, et qui sont justifiés selon lui par le rapport de la Cour des comptes publié début octobre 2017.

Il est vrai que, contrairement à ses prédécesseurs, Emmanuel Macron s'est engagé à ne pas procéder à une baisse unilatérale des dotations de l'État, puisqu'il entend conclure un « pacte » avec les collectivités. Derrière ces promesses qui depuis se sont transformées en politiques concrètes, c'est une véritable reprise en main financière des collectivités par l'État qui est instaurée, une atteinte de fait à leur droit constitutionnel d'autonomie financière, car cette politique s'appuie sur une remise en question de leur capacité à fixer elles-mêmes le montant et l'évolution de leurs recettes.

Depuis des mois déjà, de nombreuses associations d'élus ont fait part de leur vive inquiétude concernant les plans du nouveau président. Durant tout l'été 2017, le socialiste Olivier Dussopt, alors député de l'Ardèche et conseiller municipal d'Annonay et par ailleurs président de l'Association des petites villes de France, a essayé d'expliquer que les collectivités avaient depuis des années déjà largement contribué à la réduction des déficits publics. Olivier Dussopt n'a pas poussé plus loin sa rébellion et a filé quelques mois plus tard avec armes et bagages occuper un strapontin dans une arrière-salle du ministère de Gérard Darmanin, un homme clairement de droite. Concernant cette question des déficits, il serait peut-être bon de rappeler au nouveau pouvoir un simple chiffre : 9,3 %. C'est le poids des collectivités locales dans la dette publique française en 2016, d'après l'Insee¹. À la même période et dans un autre registre, François Baroin, président de l'Association des maires de France, a eu mille fois raison de rappeler que les dépenses ne sont pas mauvaises en soi et qu'elles servent d'abord à financer les services publics locaux. Rien n'y fait, le nouveau pouvoir entend bel et bien remettre les collectivités sous tutelle. L'objectif ? La sacro-sainte réduction du déficit public. Le ministre Darmanin l'a bien dit et redit lors de la présentation du projet de loi de finances 2018 et du projet de loi de programmation des finances publiques (PLPFP) pour la période 2018-2022. Le budget 2018 a ainsi réservé de mauvaises surprises aux régions – contre lesquelles le déjà cité Olivier Dussopt a d'ailleurs voté : la suppression d'un fonds de soutien au développement de 450 millions d'euros qui leur était alloué au titre de l'élargissement de leurs compétences économiques et une nouvelle baisse de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de 8 %, qui avait déjà amputé de près de 150 millions d'euros les recettes des régions en 2017.

1. Insee, *Comptes nationaux des administrations publiques, Année 2016 (premiers résultats)*, mars 2017.

Le gouvernement veut de la dette et de la dépense publiques en moins. Et il entend bien faire participer les collectivités locales à cet effort en encadrant leurs dépenses. Ainsi, l'article 10 du PLPFP prévoit le nouvel objectif déjà cité de 13 milliards d'euros d'économies sur les dépenses de fonctionnement. Ce même article fixe également un objectif d'évolution de la dépense locale (pour les spécialistes d'acronymes et les amateurs d'allitérations : ODEDEL). Le même projet de loi prévoyait une sorte de règle d'or instaurée par Nicolas Sarkozy appliquée à la décentralisation dans son article 24. La règle d'or déjà existante interdit aux collectivités d'adopter un budget en déséquilibre et d'emprunter pour financer leur fonctionnement. Mais le gouvernement Philippe voulait aller plus loin encore en encadrant le ratio d'endettement. Il a fallu une mobilisation insistante des élus des associations du bloc communal pour le faire reculer sur l'article 24.

Cette idée de « règle d'or renforcée » n'est pas nouvelle. Elle ne sort pas de nulle part. Cette idée vient de Bercy tout comme... la réduction de l'aide personnalisée au logement (APL) ; ou la suppression des contrats aidés dans leurs deux versions : le contrat unique d'insertion à destination des collectivités territoriales et des associations et les emplois d'avenir, mesure clé du quinquennat de François Hollande. Quelques jours après avoir annoncé vouloir mettre en place une relation de confiance avec les collectivités territoriales, le président de la République a décidé de mettre un terme à ces contrats aidés, dont les collectivités ont souvent besoin pour remplir leurs missions. De nombreuses communes avaient prévu des contrats aidés pour la rentrée scolaire, ce qui leur aurait permis d'embaucher une aide cuisinière ou encore une aide maternelle. C'est un coup porté à l'insertion professionnelle des chômeurs de longue durée et des jeunes en difficulté, pour lesquels il devient plus difficile d'accéder à un premier emploi. Cette suppression fait en outre peser sur les collectivités le

coût de l'indemnisation du chômage des salariés, renvoyés à la case Pôle Emploi.

En juillet 2017, lors de la première Conférence nationale des territoires (CNT) – les prochaines conférences se réuniront désormais tous les six mois sous la présidence du Premier ministre –, Emmanuel Macron a employé les grands mots pour valoriser son projet pour les collectivités : « égalité des chances des territoires ». Mais cette feuille de route présentée avec entrain au cœur de l'été s'est transformée en feuille morte à l'automne dans le train des projets de lois que nous venons d'évoquer.

Déjà, à Versailles, le président avait parlé de « pactes girondins ». Il y a décidément un côté orwellien chez le nouveau président : le système, c'est la révolution, la gauche, c'est la droite, et le jacobinisme, c'est la décentralisation. Oui, lors de son discours au Congrès à Versailles, en juillet 2017, Emmanuel Macron a évoqué des « pactes girondins fondés sur la confiance et sur la responsabilité ». Ainsi, il demande aux collectivités locales de réduire leurs dépenses de fonctionnement en échange d'une latitude accrue. Bref, il s'agit d'un deal : plus de liberté, mais moins d'argent. Cela conduit à une paupérisation. Prenons l'exemple de la protection de la petite enfance et de la jeunesse. Ces missions d'envergure concernent plusieurs milliers d'enfants placés par décision de justice, dans un contexte de montée croissante des violences, auxquels il faut ajouter les enfants migrants, voire des enfants de djihadistes de retour en France. Malheureusement, ce domaine essentiel qui prépare l'avenir – comme j'ai pu le constater dans le Val-de-Marne lors d'une visite dans plusieurs établissements de protection de l'enfance en novembre 2017 – devient la variable d'ajustement de collectivités locales étranglées.

N'ayant jamais exercé le moindre mandat d'élu local, à l'intelligence collective et des territoires, Emmanuel Macron préfère le marché, lui abandonnant des pans entiers de missions d'intérêt public. Le nouveau président ne méprise pas seulement la démocratie sociale, il ne croit pas à la démocratie locale. Au final, il pense que les idées et les revenus des individus les plus riches – les fameux « premiers de cordée » – sont *in fine* réinjectés dans l'économie et profitent à tous. Il pense que cela peut aussi s'appliquer au niveau territorial, et donc que la richesse concentrée à Paris finira par ruisseler jusqu'aux zones périphériques et rurales. Adepte de la théorie des « premiers de cordée » en économie, le président est en politique pour le ravalement de l'autorité. C'est le libéralisme autoritaire, il veut octroyer des moyens à ceux qui appliqueront sa politique dans les collectivités. Le seul moyen de mettre les collectivités aux ordres est de les tenir par les cordons de la bourse. Et il faut bien dire que nombre de collectivités locales n'ont pas les moyens de la résistance et que, dans ce combat, c'est le réseau socialiste qui est en première ligne, car la droite partage cette politique.

Toutes les décisions prises par le nouveau pouvoir concernant les collectivités locales convergent pour constituer ce qu'il faut bien appeler l'acte I de la recentralisation. Cette recentralisation va non seulement à l'encontre des besoins et des attentes des territoires, mais elle va également à contre-courant de leur développement économique. Et ce n'est pas uniquement parce que les collectivités portent 67% de l'investissement public dans notre pays¹. La voie hypercentralisatrice retenue risque d'anémier la créativité des régions, et donc la modernisation de notre pays. Les collectivités territoriales sont les acteurs essentiels du lien social, mais aussi de la vitalité des territoires. Cela, les nouveaux dirigeants de notre pays ne peuvent ou ne veulent pas le voir.

1. « Fonds de soutien : l'État en appui de l'investissement public local », site internet Collectivites-locales.gouv.fr

Emmanuel Macron veut décider seul car, pour lui, les solutions sont déjà là, inutile d'en débattre ou de se perdre dans les détails de la réalité du terrain. C'est cet état d'esprit qui lui fait dire en octobre 2017 à propos des ouvriers de l'équipementier creusois GM&S : « Certains, au lieu de foutre le bordel, feraient mieux d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas, parce qu'il y en a qui ont les qualifications pour le faire. Et ce n'est pas loin de chez eux. » Dans cette sortie, il ne fallait pas commenter « foutre le bordel » mais plutôt le « pas loin de chez eux ». Des internautes se sont amusés à vérifier la distance entre La Souterraine et Ussel : 1 h 50 en voiture. Que les habitants ne jouent pas les fainéants ! Ce n'est pas loin, vous dit le président.

Peu importe que les habitants des zones périphériques se sentent méprisés – après tout, ils n'ont pas voté ou, du moins, pas pour le nouveau pouvoir. Peu importe que ce mépris nourrisse le populisme xénophobe contre lequel Emmanuel Macron a été élu. Peu importe que les associations d'élus ne se sentent pas écoutées et trouvent la méthode générale de mise sous tutelle financière inacceptable et insultante. C'est la méthode retenue. Circulez ! Je pense que cette méthode est erronée. Et dangereuse pour la stabilité et la prospérité de notre pays. Je pense qu'une autre France est possible. Une France nouvelle, qui se prend en main, dans toute sa diversité qui est sa principale force. Oui, la France doit renouer avec sa diversité territoriale.

Diversité. Je ne me lasse jamais de relire ces magnifiques lignes de Fernand Braudel : « Lucien Febvre répétait, et il faut répéter après lui, que “la France se nomme diversité”¹. » Je préférerais dire, bien que ce soit plus plat, « est diversité », car ce n'est pas seulement une apparence, une appellation, mais la réalité concrète, le triomphe éclatant du pluriel,

de l'hétérogène, du jamais tout à fait semblable, du jamais tout à fait vu d'ailleurs. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, regardées d'un peu plus près, se nomment, elles aussi, diversité, mais sans doute pas avec la même profusion ou la même insistance.

La recentralisation menace cette diversité, et menace donc l'esprit même de la France. Il faut de toute urgence une nouvelle culture politique et revoir les cadres de l'action publique pour tirer tout le potentiel de cette diversité et admettre enfin que la proximité est un ferment de créativité, et donc de prospérité. Oui, il est plus que temps de proposer une révolution copernicienne en matière de politique territoriale. La France ne tourne pas autour de Paris, mais c'est Paris qui devrait tourner autour de la France. La France a tout à gagner à sortir de cette relation méprisante que le jacobinisme entretient avec les collectivités et les territoires. La décentralisation ne doit plus être un dispositif infantilisant et descendant, mais le résultat d'un dialogue respectueux et permanent, d'égal à égal. Oui, il est temps de décentraliser la décentralisation, de faire des collectivités les premiers acteurs de leur propre développement, de les laisser décider quelles politiques elles veulent mener et de quelle manière.

J'imagine déjà nos jacobins en train de sursauter. Certes, Michel Onfray avait déjà annoncé avec raison qu'il fallait « dégager » les descendants de Robespierre lors de la dernière présidentielle. D'emblée se pose à juste titre la question de savoir si cette révolution ne risque pas d'affaiblir la nation. Il faut dire ici que nous sommes formatés dès l'école par deux romans : celui de la révolte contre le joug impérialiste quel qu'il fût, de Vercingétorix à Albert Camus, de la décolonisation à 1968, voire à la chanson de geste refusant la tutelle de l'Europe. C'est une partie du roman français. Mais, dans le même temps, on nous enseigne que les particularismes ne sont et ne font pas l'intérêt général. Et il s'ensuit une synthèse d'une nation rebelle – incarnée s'il en fut par

1. Fernand Braudel, *L'Identité de la France. Espace et Histoire*, Paris, Arthaud-Flammarion, 1986.

l'homme qui a su dire non, le général de Gaulle, voire par François Mitterrand, qui a dit non à l'homme qui avait dit non – et d'une nation centralisée. Pourtant, des nations peuvent être puissantes, incarnées et exprimer leur génie autrement que par la centralisation. Surtout, elles peuvent vivre leur puissance en toute souveraineté, oui, sereinement, en acceptant que l'on puisse aimer la nation et sa région. On peut adorer le Festival interceltique de Lorient et considérer qu'il permet à la France de rayonner. Alors si, comme nous le pensons, l'État n'est plus un facteur ou un vecteur de progrès mais participe de la paralysie générale parce qu'il stérilise l'invention, l'innovation, eh bien, il faut considérer que la France peut retrouver son génie par ses régions. Paraphrasant François Mitterrand, il s'agit aujourd'hui, non pas d'empêcher la France de se défaire, mais de refaire ce que j'appelle « l'autre France ». Il faut non pas libéraliser l'économie, mais libérer la société et les régions. Il s'agit bien d'une vraie révolution.

Il est temps de donner plus d'autonomie, de liberté et de responsabilité aux collectivités. Bien trop de territoires et de populations sont délaissés, dans des zones limitrophes ou isolées, désertées par les services publics, les médecins et les commerces. Certains appellent ce grand espace périurbain et rural la « France périphérique ». Ce concept n'est pas inintéressant à condition de ne pas négliger la diversité (encore elle) des situations et le fait que les dynamiques territoriales sont toujours multifactorielles. Il faut ainsi reconnaître que des îlots de pauvreté existent aussi au cœur même des villes et que de plus en plus de Français s'installent volontairement dans le périurbain pour échapper au stress de la ville et aux prix de loyers exorbitants.

Ce dernier facteur doit pourtant être relativisé, car la France a moins un problème de loyers qu'un problème d'emplois, lesquels se concentrent encore beaucoup trop dans les métropoles. Quoi qu'il en

soit, dans une France prétendument « en marche », de trop nombreux territoires restent en marge. Beaucoup de zones de tradition industrielle sont désertifiées et peinent à redémarrer sur le plan économique. On pense ici au Grand Est et à la Bourgogne-Franche-Comté, régions dont les métropoles ont du mal à irradier largement et à dynamiser les territoires alentour. Le déclin ne s'observe pas que dans les zones ruralo-industrielles. Ainsi, il ne faut pas manquer de constater le déclin commercial de certains centres de villes pourtant moyennes. Ce que les spécialistes appellent la « vacance commerciale » est un crève-cœur pour les habitants. Un taux à 5 % est normal, il s'agit du taux de renouvellement. Mais ce chiffre atteint 10 % dans de nombreuses villes¹. Cette lente dévitalisation s'explique par la fermeture d'usines ou par celle d'une caserne militaire, par le déclin démographique, aussi, mais également par la multiplication des centres commerciaux géants en périphérie de ces villes. Il faut être plus que vigilant car les dernières élections ont bien montré que ce désert français est l'oasis parfaite pour les populistes. Un trop grand nombre de nos concitoyens se sentent oubliés et isolés et, surtout, ont le sentiment de ne rien pouvoir y changer.

Que faire ? La mondialisation pousse de fait à la métropolisation de l'économie, et donc des territoires. Les petites villes et les villages qui ne se situent pas dans l'aire d'influence des métropoles ne doivent pas pour autant disparaître des radars de l'État. Ces territoires perdants de la mondialisation doivent être la priorité, mais sans affaiblir les métropoles régionales, relativement faibles par rapport à leurs voisines européennes. C'est un immense dilemme et un grand défi, mais qui peut être relevé à condition de travailler main dans la main avec les forces vives locales. À condition aussi que les métropoles ne se

1. « La revitalisation commerciale des centres-villes », rapport remis à Martine Pinville, secrétaire d'État chargée du commerce, octobre 2016.

comportent pas comme des petits Paris jaloux de leurs prérogatives, mais travaillent en bonne intelligence. Pour ne prendre qu'un exemple, il est temps que Toulouse et Montpellier apprennent à se compléter plutôt qu'à se concurrencer.

La proximité et la participation sont les véritables facteurs de réussite et d'innovation, notamment à l'ère des révolutions numériques et de l'immatériel. L'Île-de-France ne peut plus monopoliser 40 % des budgets de recherche de notre pays¹. C'est absurde. Il faut sortir du schéma de développement économique par « secteurs » (aéronautique, automobile, énergie...) et par « champions ». Il faut penser écosystèmes locaux de développement, créer des synergies entre les métropoles et les territoires qui les environnent, rapprocher les acteurs publics et privés, les entreprises et les associations. Faire confiance, voilà le maître mot ; confiance aux régions et aux départements pour dynamiser les territoires dans un esprit de justice, mais aussi aux communes, cet échelon crucial, véritable école de la démocratie, où se forment les liens sociaux et l'esprit du commun.

Oui, il va falloir innover, trouver un autre modèle de développement économique et social dans les territoires, qui passera par le déploiement de la fibre optique et des énergies renouvelables, au final par un investissement financier extrêmement volontariste et ambitieux, une sorte de grand plan Marshall territorial. Surtout, il faudra impliquer les élus et les associations, c'est le seul moyen de bâtir cette France nouvelle. Ainsi, la cohésion des territoires passe par leur gestion entre l'État et les collectivités. Bonne gestion, cela va de soi, mais bonne cogestion, c'est le nouveau nerf de la guerre contre les fractures territoriales. La France nouvelle devra permettre de bâtir une société

plus juste. Une France décentralisée pour une société décente, voilà ce qui devrait être la quintessence du nouveau progressisme.

Je le redis, l'égalité territoriale passe par plus de liberté territoriale accordée aux collectivités. L'outre-mer est un modèle en la matière, notamment du point de vue du recours au droit à l'expérimentation, dont la facilitation doit être un objectif prioritaire, accompagné par un retour à l'autonomie financière des collectivités. Mais il faut aussi favoriser la subsidiarité, contenue dans l'article 72 de la Constitution. Il faut au fond dépasser la logique comptable, qui ne vise qu'à réduire la dette publique, et la logique institutionnelle, qui ne vise qu'à supprimer ou ajouter des niveaux de collectivités. Un dernier axe enfin est à explorer, celui de la délégation des missions de l'État, qui laisserait les collectivités agir au plus proche des populations et des bassins d'innovation et d'emplois. La révolution décentralisatrice ne passe pas simplement par l'abandon du paradigme jacobin, elle exige la participation de tous les acteurs, et pas seulement des collectivités territoriales. Ainsi, pourquoi ne pas envisager que la délégation des missions de l'État bénéficie aussi aux associations, qui accomplissent un travail remarquable auprès de leurs concitoyens, lesquels les connaissent mieux que quiconque ? Au lieu de déléguer ces missions au privé, pourquoi ne pas déléguer aux citoyens et à l'associatif ? Il y a tant à inventer, tant d'énergies à mobiliser chez les Françaises et les Français ! Plusieurs destins s'offrent à la France, elle n'est pas condamnée à se crispier sur un centralisme désuet. La solution à adopter me semble claire : Il ne faut pas désidéologiser le pouvoir, il faut le décentraliser ; pas le dépolitiser, mais le démocratiser.

1. Laurent Bisault, Claire Kubrak, Anna Testas, « L'effort de recherche dans les régions », *Insee Première*, 30 juin 2015.

21 CONVICTIONS POUR UN NOUVEAU PROGRESSISME

La révolution de l'immatériel et du numérique a accéléré la métamorphose de l'économie de marché, dans un contexte de nouvelle donne géopolitique qui a achevé d'aggraver la crise des idéologies et la dégénérescence de la pensée socialiste en bonne gouvernance. Au final, les socialistes ont cessé de penser la société de demain, cette « contre-société » qu'hier encore on appelait pompeusement « le socialisme ». Il est plus que temps d'en revenir au but en politique, à ce que j'appelle la société décente, efficace en économie, juste dans le domaine social et subordonnée à la survie de la planète. Ainsi, il ne s'agit plus aujourd'hui de se contenter d'une synthèse, mais de proposer une thèse charpentée par des convictions.

Ah, la fameuse « synthèse », ce mitterrandisme des imbéciles ! Oui, il fallait la faire au temps de la domination du parti communiste pour pouvoir justement la renverser. Par la suite, il fallait abaisser le centre de gravité idéologique et politique pour pouvoir l'emporter aux seconds tours des élections. Mais aujourd'hui, il faut être identifiable pour exister, il faut trancher et proposer une identité politique forte. Il ne s'agit pas de gérer un espace entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, mais de créer un nouvel espace progressiste. Au fond, la leçon d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon est que, dans la fragmentation politique généralisée, c'est la proposition politique qui crée une réception attentive, et non pas la demande sociale qui construit l'offre politique.

Si le Parti socialiste s'achète du repos et du répit dans l'indéfinition, il ne restera qu'une trace, un réseau socialiste, mais sans résonance. Pourtant, le progressisme étant abandonné par Emmanuel Macron, le Parti socialiste pourrait occuper un espace et incarner un espoir. L'heure doit donc être à la définition de ce que nous sommes et de ce que nous voulons pour être une force active de la recomposition en cours, et non pas un spectateur craintif et passif. Cette recomposition ne sera plus d'appareil, elle procédera des idées ; pas des idées tièdes ou moyennes, mais des idées autour desquelles s'articulent les discussions et les débats, des idées qui aimantent les forces de gauche dans leur diversité. Alors, que voulez-vous, camarades socialistes ? Quelle société souhaitez-vous ? Quel est votre projet humain ? Le programme viendra de surcroît, mais seulement lorsqu'il aura le fil d'aplomb d'idées claires.

Jusqu'à présent, le socialisme, fils de l'ère industrielle, avait défini l'égalité en économie comme le moyen et le but, faisant des rapports de production le facteur premier, et de l'individu – « contingent » et « personnel », pour parler comme Marx – une variable très seconde. Certains au Parti socialiste se sont réjouis de la fin de l'URSS, de la fin du socialisme dit « réel », mais ils n'ont pas compris que cela pouvait aussi signifier la fin réelle du socialisme si nous ne le réinventions pas. L'effondrement politique et moral du communisme d'État a de fait poussé le courant progressiste à se réfugier dans la seule égalité économique, se réduisant à un moyen sans fin car subordonné au marché.

Il faut ici se tourner vers le sociologue allemand Axel Honneth, qui écrit avec raison dans *L'Idée du socialisme* :

Mais quand ces certitudes premières – concernant la marche inéluctable du progrès et l'existence d'un prolétariat révolutionnaire – se furent effondrées, et eurent même été reconnues comme des fictions scientifiques

propres à cette période de la révolution industrielle, le socialisme se trouva privé de tout point d'appui fondé dans un progrès objectif de l'histoire et susceptible de fournir une base sociale à des exigences normatives ; il risquait par là et il risque encore aujourd'hui, de devenir une théorie purement normative de la justice parmi beaucoup d'autres¹.

Les métamorphoses de la mondialisation, les révolutions de l'immatériel et du numérique ont modifié profondément la sociologie des sociétés occidentales, dissolvant le prolétariat dans des couches moyennes plus ou moins précarisées et réduisant de fait la base électorale du courant progressiste tout en augmentant celle du populisme. Qui plus est, en son sein, le progressisme subit un schisme idéologique entre les tenants de l'adaptation et les tenants de la résistance à cette extension continue des forces du marché.

Débarrassé des étiquettes qui étouffent et des volontés d'épuration croisées, le nouveau progressisme doit émettre, non pas des « conditions » pour en faire partie et le porter, mais des « convictions » pour remettre de la volonté dans le chaos ambiant, surtout pour replacer le but au centre de la politique. Il faut proposer une autre société, une société qui ne soit pas que l'aboutissement de l'égalité mais qui se fixe un but moral face au cynisme de l'extension sans fin du marché. C'est la société décente, une société verte à l'égalité réelle, à la liberté ordonnée et à la fraternité laïque, profondément européenne, réellement décentralisée et digitalisée, cherchant l'équité en toute chose. Les 21 convictions qui suivent sont le moyen de parvenir à ce nouvel équilibre dans un monde où le marché libéral écrase toutes les relations sociales. C'est à cette grande évolution que les nouveaux progressistes doivent s'atteler.

1. Alex Honneth, *L'Idée du socialisme, Un essai d'actualisation*, Paris, Gallimard, 2017.

1. Le marché ne peut pas faire société

Si l'*homo œconomicus* est censé agir selon des calculs rationnels, le système libéral est, lui, bien irrationnel. Depuis la crise de 2008, démonstration a été faite que l'efficacité du marché est une vue de l'esprit. Le marché est dépourvu des propriétés stabilisatrices qu'on lui prêtait. Il est grand temps de lui opposer des limites car son extension n'est pas que géographique – ce que l'on appelle « la globalisation » –, elle est aussi sectorielle : elle concerne l'économie, les transports, la santé, le sport, la culture, jusqu'au corps humain... Lionel Jospin, paraphrasant *Hernani* de Victor Hugo, disait que le capitalisme est « une force qui va, mais ne sait pas où elle va¹ ». On pourrait ajouter : « Et fait ce qu'elle veut. » L'ancien Premier ministre disait aussi que « l'État ne peut pas tout² », et nous le paraphrasons à notre tour en disant : « Le marché ne peut pas tout. » Non, le marché ne doit pas tout régenter, car le marché ne peut pas faire société. À vrai dire, sans limites, le libéralisme défait la société. La gauche doit retrouver sa nature critique et stopper d'urgence l'extension du règne de la marchandise. Elle doit aussi retrouver sa nature analytique, partir à nouveau des faits. Beaucoup parlent du « capitalisme de la finance » qui aurait remplacé le « capitalisme de la production ». Ce n'est pas faux, mais il faut comprendre aussi que celui-ci s'est déjà fait remplacer par le « capitalisme des données », qui empiète encore plus sur la société et sur les libertés, et où le bien ou le stock ne sont plus le capital, mais la donnée personnelle.

Les socialistes ne sont pas des aménageurs du marché et ils ne croient pas non plus au retour de l'économie *administrée*. Ils doivent

cependant refuser l'économie *administrant* la société. Il est temps de proposer un principe de subsidiarité entre l'État et le marché, de créer aussi des sanctuaires où seul l'intérêt général doit prévaloir dans la définition des objectifs et des critères d'évaluation des politiques menées. La gauche n'est ni libérale ni antilibérale, elle est alibérale. Elle ne doit pas fétichiser le marché, mais elle ne doit pas rechigner à l'instrumentaliser. Oui, le marché est un outil et un moyen, mais la société décente est la fin.

2. Penser la mondialisation jusqu'au bout

La mondialisation est devenue la réalité politique première de nos concitoyens. C'est là que se joue la souveraineté et que se juge l'efficacité des États, pour protéger les peuples et préparer l'avenir. La mondialisation est à double face, économique et humaine, mais elle ne se présente que sous sa facette marchande, systématiquement inégalitaire, théâtre des flux financiers et de données. Sa version actuelle ne permet pas de corriger les inégalités, il faut donc la corriger. Tout comme Jean Jaurès se proposait de faire « la République jusqu'au bout¹ », c'est-à-dire sociale, les progressistes doivent aujourd'hui prendre la tête du combat pour une mondialisation jusqu'au bout, c'est-à-dire politique. Le destin de l'humanité est lié à celui de la planète et nous ne pouvons l'aborder que de manière planétaire, comme ce fut le cas lors de la COP21 à Paris en 2015. L'impératif catégorique nous oblige aujourd'hui à organiser la domestication écologique et sociale de la mondialisation, de même que l'on procéda à la domestication sociale du capitalisme industriel. La mondialisation actuelle ne tourne pas

1. Lionel Jospin, discours à l'Université d'été du Parti socialiste à La Rochelle, 1998.

2. En septembre 1999 au journal télévisé de France 2, la formule exacte étant : « Les salariés existent, il y a des syndicats, il y a une mobilisation qui *peut* se mener. Donc, je crois qu'il ne faut pas attendre tout de l'État et du gouvernement. »

1. Jean Jaurès, discours à l'Assemblée nationale, 21 novembre 1893.

rond, elle a tendance à déshumaniser l'humanité. Il est temps de faire du développement humain le véritable moteur de la mondialisation, de l'égalité son premier régulateur, de mettre les femmes et les hommes au cœur de la société et de déclarer leur émancipation comme son but ultime.

L'internationalisation des échanges est une chance si l'on internationalise également les droits sociaux, politiques et écologiques. Se battre pour une mondialisation humaine, c'est travailler à l'interdiction des paradis fiscaux et préparer l'émergence d'une justice fiscale à l'échelle planétaire. Se battre pour une mondialisation humaine, c'est créer au sein des Nations unies une agence de notation sociale et environnementale. Défendre le commun en commun, c'est l'occasion pour la gauche de renouer avec son atavisme internationaliste et européen. Il faut faire de ce combat une priorité car, sinon, la démocratie et le marché continueront de s'éloigner l'une de l'autre. Il faut prendre au sérieux cette ruée vers l'ordre qui anime tous les continents, cette dérive vers la réaction. Oui, la mondialisation sera politique ou elle ne sera plus.

3. Redevenir une force organique de paix

Plus la mondialisation s'accroît, plus les identités se crispent, voilà l'immense paradoxe de notre temps. Vivre en paix dans un monde apolaire est un défi gigantesque. Vouloir la paix n'est pas une faiblesse, c'est une nécessité. Certains nous disent que nous vivons les temps les plus pacifiques jamais connus, mais il est impossible d'ignorer que les foyers de crise sont présents sur tous les continents. La Russie se rêve en empire renaissant apportant au monde une « Pax Putinia ». États-Unis et Chine, empire descendant et empire ascendant, ne pourront

pas se croiser sans se froter. Iran et Arabie Saoudite se mènent une guerre froide sunnito-chiite qui pourrait très bien devenir chaude, transformant les peuples de la région en autant de cartouches de leur conflit.

La paix est fragile et précaire dans un monde apolaire et – comme les tensions avec la Corée du Nord nous le rappellent – nucléaire. Nous ne pourrions pas désinventer la fission de l'atome mais il faut de toute urgence lutter contre la prolifération nucléaire. Pacifier le monde, cela veut dire replacer la paix comme but politique et la coopération au cœur des relations internationales. De ce point de vue, Donald Trump est la première nuisance mondiale car il continue d'affaiblir le camp démocratique et sert par ses maladresses tous nos adversaires. L'extrémisme islamiste djihadiste avance notamment ses pions au Maghreb et au Machrek, mais aussi en Afrique saharienne et centrale, en Asie du Sud-Est. La Syrie n'est pas en paix mais en suspens, elle tient uniquement par l'ingérence de puissances étrangères. Les nouveaux progressistes ont un devoir de pacification des relations internationales et d'union des peuples, de dialogue des cultures et des religions, ils doivent redevenir cette « force organique de paix » dont parlait Jaurès¹. À l'ère nucléaire et à l'heure des robots tueurs automatisés, cela signifie travailler activement au désarmement. Il faut s'organiser et sensibiliser le peuple français à ce défi mondial et vital.

4. Défendre le vivre-ensemble par-dessus tout

La fragmentation française menace. Les crispations identitaires s'accompagnent dorénavant de stratégies d'évitement spatial, voire de

1. Jean Jaurès, discours dit « de Berlin », 9 juillet 1905.

logiques de séparatisme religieux. La crise du « vivre-ensemble » est profonde. Le poison de la division nationale est partout et, si rien n'est entrepris, la dislocation de la société est inéluctable. Ce ressentiment contre le sentiment commun d'appartenance ne vient pas de nulle part. Le national-populisme et le théologico-politique travaillent les populations, développant des visions qui divisent, essayant de transformer la République en une juxtaposition de communautés qui se regardent avec suspicion et se pensent toujours comme la minorité d'une autre minorité. Ces boîtes ethniques et/ou religieuses, ces communautés confinées sentent le renfermé, les progressistes doivent se battre pour que tout membre puisse en sortir. La République permet la libération des carcans identitaires et des œillères, elle est le garant de l'émancipation individuelle et le lieu d'expression de la volonté commune. Notre identité nationale est un fait politique et non biologique, les liens du sens comptant tout autant que les liens du sang. Ce qui est en jeu dans ce combat n'est rien de moins que le sens même de la société politique que nous formons. Il nous faut retrouver les vertus historiques qui nous ont faits Français, il faut des citoyens qui vivent ensemble, partagent le même projet d'une nation libre et créative. Et si cela paraît naïf à certains, rappelons-leur simplement que l'inverse du vivre-ensemble est le vivre-en-bandes, et que l'alternative s'appelle la guerre civile. Mais pas besoin ici d'un éloge, plutôt d'un élan.

5. Retrouver l'amour de la patrie républicaine

La République est la forme la plus aboutie de la patrie, car elle permet la pleine et entière expression de son génie. Le cri de liberté du 14-Juillet lancé au monde entier, perçu comme un défi par les tyrans et comme un espoir pour les peuples du monde entier, résonne encore

aujourd'hui. Les révolutionnaires de 1789 étaient appelés des « patriotes », car ils voulaient remplacer justement un royaume par une patrie. Il nous faut rappeler aujourd'hui l'importance des valeurs humanistes dans la définition de la France. Certains veulent la ramener plusieurs siècles en arrière, arracher la générosité de son cœur, raboter tous ces droits qu'elle a durement acquis. Tous les nouveaux progressistes le sentent : l'esprit mauvais de la xénophobie tente à nouveau de se faufiler dans les interstices des inégalités. Or le national-populisme xénophobe représente le tombeau de la patrie. Oui, l'affaiblissement de la République, c'est l'abaissement de la France. L'aboutissement de l'amour de la patrie, c'est la République et non le nationalisme, qui est une perversion, comme le fanatisme dans la religion.

Il nous faut retrouver l'amour véritable de la patrie, voir la nation comme un des lieux d'exercice de la démocratie, l'école du vivre-ensemble, et non pas le lieu de la domination ethnique. La République est aimante et sûre d'elle, elle accepte que l'on puisse aussi aimer sa région, que l'on se sente républicain et européen. La République, tous les enfants de notre pays devraient l'aimer au fond d'eux. Si ce n'est pas le cas, c'est d'une amère déception qu'il faut les guérir pour qu'ils retrouvent l'amour de la mère-patrie, cette Marianne généreuse et exigeante. Les progressistes doivent y contribuer.

6. Placer la social-écologie au cœur de l'économie

À la suite du One Planet Summit de décembre 2017, le président de la République en appelle désormais au privé et souhaite mettre la finance au service de l'écologie, alors même qu'elle a déjà du mal à se mettre au service de l'économie réelle. Il est naïf de croire que le libéralisme aurait la main invisible et... verte. Cette démission du politique,

masquée par une nouvelle mission confiée à la finance, n'est pas à la hauteur des enjeux. Il convient au contraire de repolitiser l'écologie, de faire de la protection de la planète un but crucial car, si les hommes continuent ainsi sur le chemin d'une économie carbonée, c'est un destin de dinosaures qui les attend à l'arrivée.

Ainsi, ce n'est pas la finance qu'il faut verdir, c'est la société tout entière qui doit se saisir à nouveau de son bien commun et de son pouvoir pour faire changer les modes de pensée et de production. La société décente que les nouveaux progressistes veulent bâtir est une société verte qui rappelle au marché qu'il est un outil au service des humains, et non une arme au service du profit, pointée vers le cœur même des générations futures. Et là encore, le politique peut agir en replaçant dans le bon ordre les moyens et les fins, en mobilisant la société dans son ensemble et les consommateurs dans leurs achats. Ce projet de société est une chance pour les entreprises de notre pays, car le monde entier aura demain besoin de produits et de services innovants et décarbonés. C'est simple : la société décente aime les entreprises qui aiment la planète, celles qui pensent davantage à l'optimisation énergétique et moins à l'optimisation fiscale.

7. Mettre fin au mythe de la fin du travail

Certains évoquent aujourd'hui la fin du travail, comme d'autres parlaient hier de la fin de l'histoire. Le monde du travail a de l'avenir et sera le ciment d'une société créative et solidaire. Que la majorité des emplois qui existeront en 2030 n'existent pas encore aujourd'hui est un fait¹. Que l'intelligence artificielle, les robots et les algorithmes

1. 85 % selon Dell Technologies dans son étude *The Next Era of Human Machine Partnerships* de juillet 2017.

détruiront des emplois répétitifs est aussi une réalité, mais qu'il ne faut pas nécessairement regretter quand on sait qu'un quart des salariés souffrent de stress au travail. La révolution robotique va sans doute permettre de nous libérer de l'aliénation des tâches parcellées et mécaniques, où l'homme est le « simple appendice de la machine », comme disait Marx. Mais cette révolution va créer d'autres métiers, d'autres tâches sans doute plus complexes et qui reviendront aux humains, chargés de faire travailler les machines en bonne intelligence, entre elles et avec les humains. D'où l'enjeu essentiel de la formation tout au long de la vie.

Quant à la proposition d'un revenu dit universel encensé par une partie de la gauche, voire par la droite, et censé remplacer le travail, il faut lui préférer un revenu décent, un revenu de base couplé à la sécurité professionnelle qui serait un panier des aides sociales, comme le propose le Conseil économique, social et environnemental. La nouvelle question sociale, c'est celle des droits individuels garantis tout au long de la vie, qui accompagnent la mutation du travail et la carrière des salariés, faisant la démonstration que le progrès scientifique va de pair avec le progrès des droits sociaux, dans une société d'actifs dessinant leur propre trajectoire d'évolution professionnelle.

8. Être eurocritique et antinationaliste

Les nouveaux progressistes ne sont pas eurosceptiques, ils sont eurocritiques. Il faut dire haut et fort que l'Europe actuelle ne nous convient pas, qu'elle met en œuvre une politique dérégulatrice et entièrement tournée vers les plus riches, produisant logiquement de l'abstentionnisme et du rejet. Cette Europe bancaire fait la promotion de l'échelon continental quand il s'agit de déréguler, mais jamais quand

il s'agit de mettre en place une convergence sociale, fiscale ou environnementale. Les nouveaux progressistes veulent une Europe avec des ressources propres, qui fait le choix des investissements stratégiques d'avenir. L'Europe d'aujourd'hui est l'idiote du village mondial, qui refuse d'investir dans le commun, ne protégeant ni ses industries ni ses citoyens, idiotie utile aussi des nationalistes qui n'ont aucune difficulté à jeter le projet européen dans l'eau du bain ordolibéral.

Il est temps de proposer une véritable Constituante européenne, de bâtir les États d'Europe unis, une puissance souveraine d'États-nations respectés, qui est fière de ses droits sociaux et environnementaux, qui laisse passer les réfugiés politiques mais bloque les exilés fiscaux. Les États d'Europe unis, puissance continentale à l'ambition internationale, seront au service de la démocratie et de la paix. Il faut défendre ce projet pour une Europe en commun, car lui seul permettra d'éviter le faux choix entre un libéralisme qui la défait et un nationalisme qui la dissout. Il est temps pour l'Europe d'abattre le mur de Bruxelles, ce mur des lobbys et du profit pur, pour laisser place à un véritable projet d'émancipation politique.

9. L'instruction comme morale publique

Pas de République sans républicains, sans citoyens éclairés et émancipés, capables de déchiffrer le réel et de distinguer les rumeurs des faits. L'instruction permet aux individus de construire leur vie, de les rendre conscients des faiblesses de la République, de leur donner envie de les corriger. Ainsi, notre ennemi est l'ignorance, synonyme de soumission des individus et ferment de manipulation des masses. L'instruction, c'est l'ennemi des tyrans et des charlatans, des marchands de croyances et des trafiquants de haine.

Dans cette ère post-factuelle, où la vérité est devenue une opinion comme les autres, où il semble admis que l'on peut non seulement dire des mensonges, mais surtout des aberrations, l'instruction est l'antidote de la reproduction des élites et des visées populistes. L'instruction passe aujourd'hui par l'enseignement moral et civique. Oui, l'enjeu est de renforcer la conscience morale des citoyens, pour qu'ils puissent comprendre et défendre les valeurs humanistes de solidarité et de responsabilité. Le respect des règles en société et du débat passe par le développement de l'esprit critique, c'est-à-dire de l'esprit d'ouverture, de soi vers les autres. Cette morale publique est de fait morale laïque, affirmant la liberté de conscience et la force du pluralisme. Ainsi, les nouveaux progressistes en appellent à une nouvelle instruction, repensée et adaptée, à une nouvelle alphabétisation, numérique, cette fois, permettant aux citoyens de faire bon usage de leur raison et de leur tablette pour retrouver le goût du savoir et le chemin des urnes.

10. Défendre la culture comme civilisation

La culture, c'est ce qu'il resterait de la France si l'on venait à l'oublier. Car, si la France est cette passion de l'égalité, elle est aussi amour du Beau, du raffinement et de la forme. La culture s'acquiert, elle se cultive, elle se défend aussi. Il faut la défendre aujourd'hui, parce qu'elle est en danger dans une économie de la distraction, dans une société marchande qui s'intéresse à l'art uniquement lorsqu'elle peut en faire de l'or. Il faut la défendre aussi et surtout parce qu'elle est la conscience de notre continuité historique et nous donne cette profondeur stratégique indispensable pour affronter nos ennemis et l'avenir.

La défense de la culture, ce n'est pas seulement la défense de la langue française, c'est aussi celle du modèle de civilisation européenne.

Cet amour de l'imaginaire et des échanges nous apprend à saisir la finesse, à développer des fictions et à ne pas craindre les frictions. La France est au cœur de la culture européenne, développée au fil de nos histoires croisées, entremêlées, elle est aussi la meilleure école des nuances, et donc de la confrontation avec la complexité et de la coexistence des cultures et des religions. Alors, les nouveaux progressistes doivent se battre pour la rendre obligatoire dans nos écoles, pour la répandre dans nos rues, dans nos théâtres et dans le monde. Pour que l'Europe puisse parler demain.

11. Faire la République pour tous et lutter contre le précarité

La gauche se cherche alors qu'elle a un combat tout trouvé : la lutte prioritaire contre les précarités. La France doit rester un modèle égalitaire au regard du monde. N'en déplaise aux libéraux français, notre pays a su un peu résister à la crise de 2008 parce qu'il est allergique aux inégalités, que son modèle social est généreux, sa fiscalité progressive¹. Bref, la France a créé moins d'inégalités et moins vite que d'autres pays, mais beaucoup reste à faire car les écarts de richesses s'aggravent chez nous aussi. Il est temps de lutter efficacement pour « les oubliés de la République² », de replacer au cœur de notre combat toutes celles et tous ceux qui vivent en marge de notre société et en périphérie des médias. Voilà où doivent se tenir en priorité les nouveaux progressistes : « avec » ceux qui sont « sans ». Sans logement, sans revenus, sans voix et sans représentants.

1. Rapport sur les inégalités mondiales de la World Wealth and Income Database, décembre 2017.

2. Voir Jean-Christophe Cambadélis, *Brissy-sous-Bois ou les Oubliés de la République*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2016.

En vérité, nous faisons face à l'avènement d'une France à deux vitesses, polarisée entre nomades et sédentaires, lents et rapides, connectés et périphériques, protégés et précaires. Les précarités s'enchaînent mais, surtout, elles progressent et se complexifient : dans le logement, l'emploi, la santé, la culture, aussi. Avec cette question du précaire, il ne s'agit pas simplement de rappeler à la gauche sa source, mais de redonner son sens à la France, car il ne peut exister de cohésion nationale sans cohésion sociale. Il faut placer les précarités au cœur de notre projet et de l'actualité politique. Si les nouveaux progressistes ne le font pas, ils laisseront prospérer dans un même mouvement les précarités et les populistes.

12. Lutter en permanence contre la relégation territoriale

La relégation sociale se double souvent d'une relégation géographique. Si la pauvreté existe dans les villes – et, pour avoir été au service de mes concitoyens dans le 19^e arrondissement de Paris, le plus pauvre de la capitale, j'en sais quelque chose –, la France observe également passivement la dévitalisation de pans entiers de son territoire. La cohésion territoriale est mise à mal de multiples façons: désertification sanitaire, fermetures ferroviaires, vacance commerciale dans les centres-villes, affaiblissement des services publics et de la fonction publique territoriale. Le nouveau pouvoir semble s'en accommoder, faisant le choix du désengagement des services déconcentrés de l'État et de la mise sous tutelle des collectivités, misant tout sur des métropoles locales fortes régnant sur des périphéries affaiblies et assujetties.

La force des socialistes est leur ancrage local et territorial. Les élus connaissent la réalité du terrain et s'engagent déjà au quotidien pour

ne laisser personne au bord du chemin. Ils voient progresser le sentiment d'abandon et ont bien compris que la cohésion de notre pays est en jeu. Les opportunités de développement doivent être les mêmes sur l'ensemble des territoires. Il est temps de les libérer, car ce n'est qu'ainsi que la lutte contre les inégalités gagnera en efficacité. Les nouveaux progressistes doivent être en première ligne pour la prise en compte des spécificités et des attentes locales de développement. Girondins, en somme, mais pour de vrai.

13. Changer la République par la révolution décentralisatrice

Derrière le libéralisme du nouveau pouvoir, il faut voir la réalité de son jacobinisme et le retour à un État central hypertrophié. Considérer que vérité à Paris est vérité au-delà est une triple erreur. Il s'agit d'une erreur de méthode, car les Français ne supportent plus l'absence de respect, d'écoute et de dialogue. C'est une erreur économique, car le sursaut de notre pays passe par la constitution de pôles régionaux libres d'innover, d'expérimenter et d'entreprendre. C'est enfin une erreur politique, en ce qu'Emmanuel Macron aurait dû proposer dès le début de son mandat la vraie révolution dont notre pays a besoin, celle d'une République décentralisée, la « République des territoires ».

La France doit se libérer des centralisations multiples qui freinent son dynamisme : centralisation administrative et politique, qui veut que tout procède de l'Élysée ; centralisation financière, qui veut que tout se décide à Bercy ; enfin, centralisation économique, qui veut que les grands groupes imposent leurs règles aux sous-traitants locaux. Les nouveaux progressistes veulent faire le pari de l'intelligence des territoires, de la vraie représentativité synonyme d'efficacité, de la cogestion quotidienne contre les oligarchies jupitériennes. Nous devons

frapper fort et proposer un septennat non renouvelable, la suppression du poste de Premier ministre et la création de celui de vice-président, la création d'un Bundesrat français, chambre des régions au pouvoir renforcé, et enfin la suppression des préfets, vestiges d'un autre âge. L'autre France, c'est celle-là. Elle doit s'appuyer sur la diversité et la richesse de ses territoires, elle doit impliquer nos concitoyens au plus près de leur quotidien, et les entreprises auprès de leur bassin de vie et de développement. Il ne s'agit pas de libéraliser l'économie, mais de libérer la société, voilà la révolution véritable.

14. Être plus féministe que jamais

Le progressisme est le camp de l'émancipation. De fait, le combat pour les droits des femmes est son combat. Le progressisme est un féminisme et il doit le prouver à nouveau avec force au moment même où la réaction politique va de pair avec une remise en cause des progrès accordés légitimement – et, disons-le, bien tardivement – aux femmes. Cette remise en cause provoque des paroles et des actes misogynes, dans les foyers où la violence domestique tue encore à l'excès, sur les bancs des Assemblées, dans les organisations de jeunesse, dans les entreprises où l'égalité salariale et de promotion reste bien trop insuffisante, dans les rues enfin où le harcèlement atteint des niveaux insoutenables. Il faut répondre à cette vague insupportable qui insulte nos idéaux, en brisant le silence et en renforçant les dispositifs qui garantissent la protection des droits. Il ne faut pas se leurrer : les visions réactionnaires – religieuses ou pas – qui veulent remettre en cause la contraception, qui souhaitent renvoyer les femmes dans le passé, c'est-à-dire dans leur foyer, sont des forces qui visent en réalité l'égalité tout court et, au fond, l'essence même de la République. Les nouveaux

progressistes ne peuvent le tolérer et doivent être à la pointe dans la riposte publique et politique. Au combat pour la parité en politique doit s'ajouter le combat continu et quotidien pour la parité dans la société. Les femmes sont l'avenir de la République, n'ayons pas peur de le penser et de le dire.

15. La sécurité est un bien commun

La sécurité, il a fallu du temps – trop – pour que les progressistes en saisissent les enjeux. Aujourd'hui, la gauche a achevé sa conversion sécuritaire entamée sous Lionel Jospin. Pour les progressistes, la sécurité n'est pas un filon électoral, c'est un droit politique essentiel et une question sociale, car l'insécurité touche avant tout les plus faibles dans les territoires les plus affaiblis. Ne pas traiter de la sécurité serait au fond un acte caractérisé de mépris de classe. Garantir la sécurité, c'est aussi réaliser la promesse républicaine d'ordre et de justice, c'est renforcer aussi l'autorité de l'État, indispensable face aux menaces de nature stratégique, à commencer par le terrorisme djihadiste.

La prévention de la délinquance est un sujet crucial pour la qualité du vivre-ensemble. Les progressistes doivent s'investir et réfléchir aux moyens d'améliorer les conditions de travail des policiers et des gendarmes. Ils doivent aussi créer une prime de pénibilité pour ceux qui travaillent dans des zones particulièrement touchées par l'insécurité et la délinquance. Les progressistes doivent également travailler à l'amélioration des relations entre les services de sécurité et les citoyens. De ce point de vue, il faudra être constamment vigilant sur les contrôles d'identité, sur les dispositions nouvelles introduites en matière de lutte antiterroriste, notamment en ce qui concerne les consultations des sites internet et les assignations à résidence, car cela touche directement aux

libertés publiques. Sécurités et libertés ne sont pas antinomiques, les progressistes ne sacrifieront jamais les unes au nom des autres, dans un sens comme dans l'autre.

16. Promouvoir la liberté ordonnée

La liberté, cette valeur première, se décline au pluriel et se dit de pensée, de conscience, d'expression. Il y a aussi les libertés publiques, bien entendu, la liberté économique également mais qui, si elle devient sa propre fin, si elle s'accompagne et s'accommode des inégalités, n'est alors plus vraiment une liberté. Les progressistes aiment la liberté car elle est la condition de la démocratie politique. Mais pour eux, s'agissant des requins de la finance libres de dépecer les services publics des citoyens libres, cela ne fonctionne pas. La liberté n'est pas la licence, ce n'est pas le laisser-faire, la jungle des volontés qui dissolvent le vivre-ensemble. Spéculer sur les denrées alimentaires quand la faim se répand, ce n'est pas la liberté. Vouloir vendre ses produits partout mais ne payer ses impôts nulle part, ce n'est pas la liberté, c'est de l'irresponsabilité.

Promouvoir la liberté ordonnée, c'est vouloir libérer les énergies et les initiatives, la création et l'innovation, et donc faire reculer les normes administratives désuètes qui empêchent l'émergence de la nouvelle société ne demandant qu'à surgir. Promouvoir la liberté ordonnée, c'est rappeler que l'antisémitisme et le racisme ne relèvent pas de la liberté d'expression mais sont un délit, c'est protéger aussi la sphère privée qui s'étirole chaque jour un peu plus. À ce titre, les nouveaux progressistes doivent faire de la protection des données personnelles un nouveau droit de l'homme. Pouvoir garder la main sur l'usage de ses propres données est une nouvelle liberté qu'il faut instaurer à l'ère du

capitalisme numérique, pour que le big data ne prépare pas le règne de Big Brother.

17. S'engager pour l'égalité réelle

Dans le triptyque républicain, l'égalité se tient au centre. Dans les rangs progressistes, l'égalité se porte au cœur. Et pour cause : les gens naissent égaux mais cessent de l'être le lendemain de leur naissance. L'égalité est une valeur à la fois morale et politique. Elle est une valeur morale car il en va de notre vision de l'homme, chacune et chacun étant dotés d'une part égale de dignité et méritant un égal respect. Elle est aussi une valeur politique, car le vivre-ensemble ne peut se concevoir qu'entre égaux, sans domination, sans soumission, sans exclusion, sans discrimination. La quête d'égalité ne cesse jamais, rien ne doit pouvoir la freiner. Il faut dire que le monde teste en permanence notre passion en créant sans cesse de nouveaux foyers d'inégalité : des chances, des revenus, des sexes, des âges de la vie, des handicaps et des territoires – et je pense ici particulièrement à l'outre-mer qui doit compter avec l'obstacle de la distance.

S'engager pour l'égalité réelle, cela revient à engager de nombreux combats, compliqués et concrets, différents mais tenus tous ensemble par cet aiguillon de l'action qui est l'identité première de la gauche. Le réel nous oblige à dire que l'égalité réelle ne se construira pas par des mesures égalitaires comme par le passé, mais par des mesures spécifiques là où les inégalités se concentrent et se conjuguent. Car il y a pire que les inégalités, il y a leur accumulation insupportable sur un même territoire, quand inégalité scolaire, difficultés d'accès à l'emploi, aux soins et discrimination ethnique et géographique s'enchevêtrent et s'enroulent autour des pieds, clouant au sol, assignant à résidence, à

désespérance. Là, les progressistes se doivent d'être présents car là se jouent l'honneur et l'avenir de la France.

18. Construire la fraternité laïque

La fraternité, la France semble en manquer de plus en plus. La gauche, qui est censée la porter et l'incarner, en a tellement manqué dans ses rangs. Pauvre fraternité, si difficile à définir. Belle fraternité, elle est un rapport pacifié aux autres, qui ne nécessite pas de partager l'identique mais appelle à partager le commun. C'est la capacité à s'écouter, à respecter les singularités et à avancer ensemble malgré ces mêmes singularités. Elle est cette dialectique de l'un et du multiple qui est le socle de toute société démocratique. Triste fraternité, au cœur de la fragmentation française, où la haine de l'autre s'affiche sans gêne, où l'on parle de « racisés » et de réunions « non mixtes », où les identités se concurrencent au lieu de se cumuler.

La fraternité va de pair avec la laïcité. Pauvre laïcité, parfois mal appliquée, souvent mal aimée car mal comprise. Instrument de paix civile, elle ne cesse d'être instrumentalisée par des forces religieuses et politiques. Elle est notamment traquée par les islamistes qui ont un problème avec la République et tronquée par certains républicains qui ont un problème avec l'islam. Là, les progressistes doivent être intransigeants, en défendant la laïcité et les musulmans¹, ne confondant pas le salafisme quiétiste avec le djihadisme, ni la loi avec une foi.

1. Jean-Christophe Cambadélis, « Défendre les musulmans », *Le Huffington Post*, 21 novembre 2017.

19. Ranimer la démocratie

La crise de confiance systémique qui touche la politique atteint plus durement la gauche que la droite. En effet, la gauche incarne pour ainsi dire par nature le primat du politique, alors que la droite assume pleinement de tout miser sur le marché. Dans le même ordre d'idées, la crise de la démocratie touche plus durement la gauche, en tout cas plus directement sa composante que l'on appelle précisément la social-démocratie. Au lieu de réformer et de renforcer le parlementarisme, les forces réactionnaires de droite s'affirmant « de retour », tout comme la gauche radicale s'affichant « populiste », convergent dans leurs attaques contre la démocratie représentative. En somme, ajoutant la crise à la crise, ces forces politiques pensent pouvoir tirer leurs marrons d'un régime politique en flammes.

Mais le mal est plus vaste, de plus en plus de courants politiques se veulent antisystèmes – à la gauche mélenchonienne, à la droite wauquienne et au centre macronien – et beaucoup accusent le Parti socialiste de ne pas l'être assez, bref, d'avoir abandonné le peuple alors qu'il prétend en être le porte-parole. Ce peuple, les populistes de tous bords s'en disputent le monopole : peuple « en marche » contre peuple « insoumis », contre peuple « de retour ». Tout cela est ridicule, certes, mais n'en reste pas moins dangereux. D'autant plus que les forces populistes de gauche, comme de droite ou du centre, ont en commun de s'attaquer aux corps intermédiaires car ces derniers les gênent soit pour exercer le pouvoir, soit pour le prendre. Les progressistes doivent se révolter et défendre dans un même mouvement la démocratie et les corps intermédiaires. Il y a le feu.

20. Repenser l'unité des diverses gauches

À force de jouer au bingo avec les valeurs et les concepts clés de la gauche, nous les avons usés jusqu'à la corde. Le mot « unité », en particulier, n'a jamais été autant cité et... ignoré. Pendant la campagne de 2017, oui, l'union a fait la farce. Alors aujourd'hui, il faut être prudent quand on l'évoque. Elle sera plus nécessaire que jamais pour redresser la gauche, mais il faudra la reconstruire sur des bases radicalement différentes. L'unité n'est plus une technique de pouvoir, mais une méthode pour faire naître des idées nouvelles. Avec la fin du bipartisme, ce sont les identités clairement définies qui vont susciter les alliances, et non l'inverse. Ainsi, dans cette première phase de renaissance idéologique, il ne pourra y avoir de « conditions » pour en être, mais juste des « convictions », comme celles que je tente de décrire ici. Toutes les forces de gauche doivent pouvoir contribuer à l'analyse critique et précise du capitalisme numérisé. Enfin, il faut préciser de quelle unité nous parlons. Unité entre qui et qui ? Il ne s'agira plus de nouer une alliance entre appareils qui s'échangent des amabilités, des illusions et... parfois des coups. Il s'agira d'une alliance entre tous les acteurs de la gauche – associations, syndicats et citoyens – qui partagent l'essentiel.

Ce n'est qu'ainsi que la gauche retrouvera son amour des concepts qui relient les idées, la psychologie sociale, les rapports de pouvoir et l'histoire. Ce n'est qu'ainsi qu'elle retrouvera sa vraie nature, celle d'une force unie qui sait où elle va, une volonté collective au service d'une fin utile. Ce n'est qu'ainsi qu'elle retrouvera sa vocation ambitieuse de s'affirmer comme le successeur compétent du capitalisme sans tête.

21. Pour un progressisme émancipateur

Espoir nulle part, peur partout. Ah, la peur, ce grand râteau des populistes et des communautaristes ! Peur des autres, peur de l'avenir, peur que les autres pèsent trop à l'avenir. La grande tâche des progressistes dans les années à venir va consister à libérer nos concitoyens de la peur. C'est la première émancipation qu'il faut mettre en œuvre si l'on veut pouvoir mobiliser les énergies citoyennes pour repartir à la conquête de notre destin national. Il faut libérer de la peur qui clive, libérer du consumérisme qui enchaîne l'humain et enterre lentement la planète, libérer l'économie de l'enrichissement fictif qui affaiblit la production et viole la société, libérer des théories du complot qui empêchent d'embrasser la complexité et d'avancer, libérer aussi la vieillesse de la souffrance et autoriser enfin le droit de mourir dans la dignité, libérer enfin la politique du populisme qui trompe au début pour soumettre à la fin.

Afin de réaliser ces libérations successives, de répondre aux crises de la solidarité et de l'unité qui secouent le pays, les progressistes vont devoir se libérer eux-mêmes de nombreux travers et illusions. Ils vont devoir apprendre à comprendre pour de bon les mécanismes du capitalisme, qu'il ne faut pas confondre avec le marché, apprendre à le dompter, à faire des citoyens des investisseurs et des innovateurs ; apprendre à être utiles, à offrir donc à nos concitoyens de l'émancipation, mais aussi de l'orientation ; cesser de croire que nous savons tout, qu'il suffit d'être pessimiste pour avoir raison ; et recommencer à proposer un avenir engageant, un projet *social, écologique et libéral*. *Social*, car nous incarnons l'idée même de la force de la solidarité, qui seule peut transformer un dessein en destin. *Écologique*, non parce que l'écologie politique peut sauver la gauche,

mais parce qu'elle peut sauver la planète. *Libéral*, enfin, car le libéralisme politique est la plus belle et la plus radicale invention de l'humanisme et la meilleure arme contre le libéralisme économique débridé. Voilà, la France a besoin d'un projet Social, Écologique et Libéral. Oui, c'est le nouveau *SEL* de la gauche. Non, ce n'est pas une proposition de nom de parti...

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Refonder le progressisme	11
L'autre France	35
21 convictions pour un nouveau progressisme	57

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-113-4

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie ÇAVA BURELOR
FÉVRIER 2018

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

LA GAUCHE DE DEMAIN SERA GIRONDINE

Si Jean-Christophe Cambadélis a quitté la tête du Parti socialiste, il reste convaincu de la pertinence de l'idée socialiste. Une idée à rénover, à refonder, à réinventer.

C'est ce à quoi il s'attelle dans cet essai. Il y présente un projet de société – le nouveau progressisme – et appelle l'ensemble des forces de gauche à le construire, sans conditions et avec convictions. Vingt et une précisions, et une en particulier : l'urgence de bâtir une France radicalement décentralisée. Une tâche exaltante pour la gauche de demain, qui devra être girondine.

Jean-Christophe Cambadélis est vice-président du Parti socialiste européen.

www.jean-jaures.org



9 782362 441134

ISBN : ISBN : 978-2-36244-113-4

6 €

Fondation
Jean Jaurès